



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

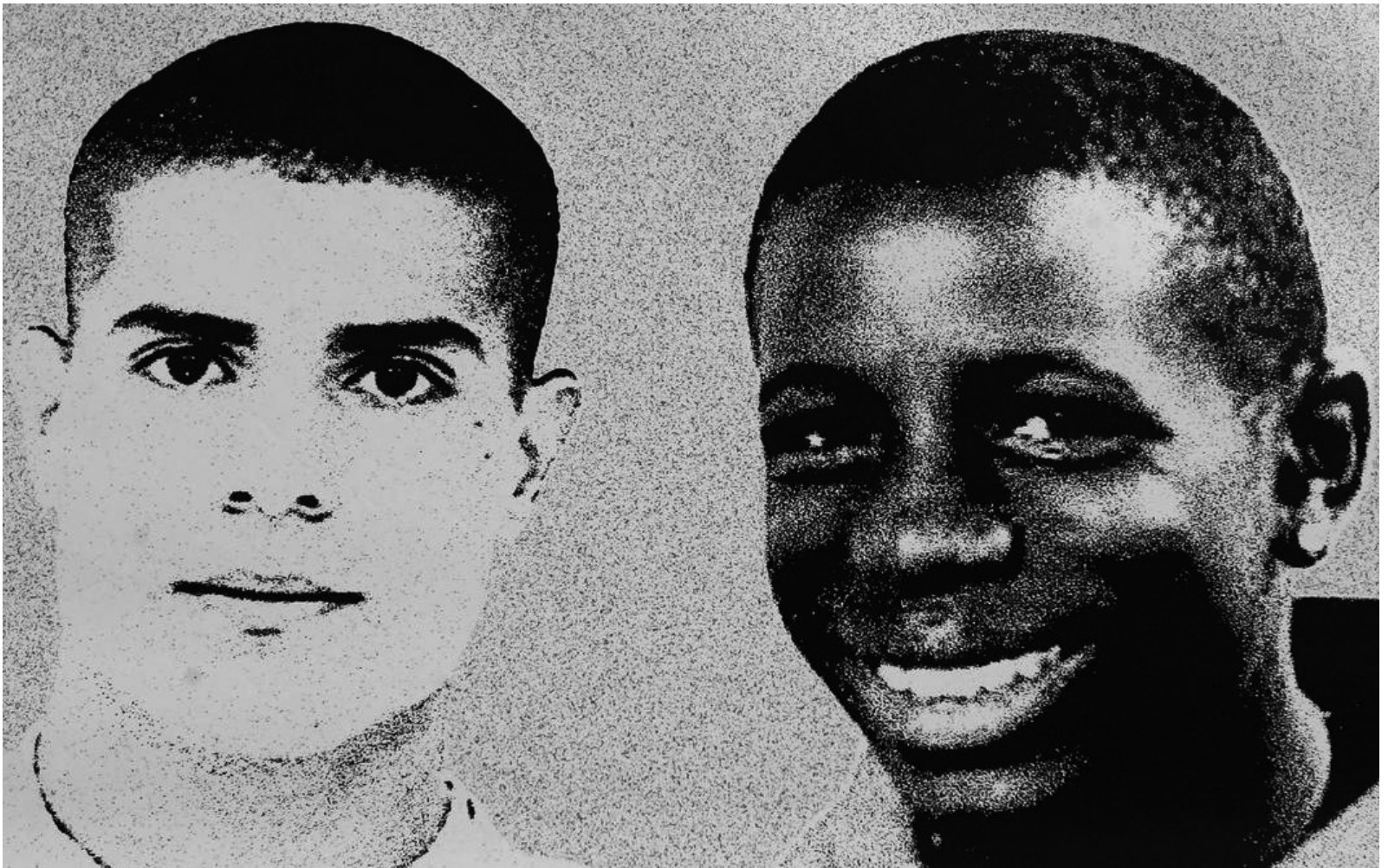
« Flics, porcs, assassins. »



Zyed et Bouna

Les flics assassinent

en toute impunité



Solidarité avec IAATA.info ! PAGE 4



Ça branle dans le manche au CAC 40. Renault, Danone, Vinci, Veolia ... Les rémunérations des dirigeants d'entreprises sont considérées comme abusivement élevées, et la contestation gronde chez les actionnaires qui posent le problème crûment : « les patrons sont-ils trop payés ? » En oubliant de se demander si les salariés le sont assez, en ne posant pas la question : qui produit les richesses ? Sont-elles partagées équitablement ? Les patrons et les actionnaires sont-ils indispensables ? Cher lecteur-trice, on te souffle la réponse : ton patron a besoin de toi, mais tu n'as pas besoin de patron. Pas plus que d'actionnaires d'ailleurs. Pendant ce temps, les grèves continuent de se succéder à la Compagnie du chemin de fer allemand. Pertes estimées pour l'économie d'Outre-Rhin : 500 millions d'euros. En France il est curieux de constater comme tous nos médias et experts de tout poil sont si peu diserts sur ces mouvements de grève qui durent depuis maintenant un an, eux qui d'ordinaire sont si prompts à vanter notre voisin germanique, son économie et ses syndicats « responsables ». Le modèle allemand ne serait-il donc plus à suivre ?

Actualité

Paas de justice, pas de paix, par G. Goutte, page 3

Soutien à IAATA.info, par Collectif, page 4

Quand l'État licencie, par P. Schindler, page 5

Météo syndicale, par J-P. Germain, page 6

IVG : l'herbe est plus verte ailleurs ?, par P. Schindler, page 7

Culture ou tapisserie ? par M. et Y. Youlountas, page 8

Le procès du Jura Libertaire par les amis du Jura Libertaire, page 9

International

Forum Général Anarchiste, Rio de Janeiro par E. Vilain, page 11

Arguments

Ecologie, anarchie : sortir de la confusion, par P. Pelletier page 13

Catholicisme zombie ou nationalisme local ? par Mato-Topé, page 15

Ce que l'homme fait à la nature, il se le fait à lui, page 18

À voir

Bonjour, Monsieur Gauguin, par P. Salcedo, page 21

À lire

Conjuguer le passé au présent, par Daniel, page 21

Illustrations

Krokaga

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Pas de justice, pas de paix

JE N'AI JAMAIS vraiment eu confiance en la justice française, laquelle n'a de cesse de se dévoiler comme une justice raciste et de classe qui, malgré les sursauts contestataires de quelques magistrats syndiqués du « bon côté », châtie très souvent les plus fragiles au bénéfice de la préservation d'un ordre social profondément injuste. J'avais encore moins confiance en cette même justice quand, sur le banc des accusés, siégeaient des flics. Aujourd'hui, lundi 18 mai 2015, j'ai la rage. La rage d'apprendre – même si, comme beaucoup, je m'y attendais – que le tribunal correctionnel de Rennes vient de relaxer Stéphanie Klein et Sébastien Gaillemain, les deux flics qui, le 27 octobre 2005, ont poussé à la mort Zyed Benna et Bouna Traoré, âgés respectivement de 17 et 15 ans, qui s'étaient réfugiés dans un transformateur EDF à Clichy-sous-Bois pour échapper à cette démocratie en uniforme qui, dans les quartiers populaires, brandit toujours la matraque.

Déjà, la justice n'avait pas retenu le délit de « mise en danger délibérée de la vie d'autrui », pour ne faire comparaître les deux policiers que pour « non-assistance à personne en danger ». Aujourd'hui, lundi 18 mai, elle les aura aussi blanchis de cette accusation. Pour le tribunal, les deux flics « n'avaient pas une conscience claire d'un péril grave et imminent ». Pourtant, l'écoute des enregistrements de la police avait permis de rendre public cette appréciation du flic Gaillemain au moment de la course-poursuite : « Je pense qu'ils sont en train de s'introduire sur le site EDF, en même temps, s'ils rentrent, je ne donne pas cher de leur peau. » Insuffisant, pour le tribunal breton, qui, décidément, n'a pas honte de sa mauvaise foi.

Désormais, les deux flics qui, ce 27 octobre 2005, s'étaient amusés à jouer au chat et à la souris en coursant deux adolescents mineurs (l'une bien au chaud derrière son standard, l'autre dans une voiture de la BAC) sont définitivement relaxés. Ils n'ont plus rien à craindre – du moins de la part de la justice – et s'en vont rejoindre grossir les rangs des dizaines de flics brutaux ou meurtriers qui restent à jamais impunis. Pour les autres flics, la justice française, par cette énième relaxe, leur fait comprendre une nouvelle fois qu'ils peuvent nous violenter en toute impunité, que la vie d'un pauvre ou



En 2005, les quartiers populaires n'avaient pas laissé impuni le crime des flics.

d'un militant sera toujours moins chère à ses yeux que la liberté d'un flic, fût-il un assassin.

Les crimes policiers dans les quartiers populaires sont chose courante¹, favorisés par l'impunité judiciaire dont ils bénéficient quasi systématiquement. En 2005, après la mort de Zyed et Bouna, le ras-le-bol avait explosé sous forme d'émeutes qui acculèrent le pouvoir d'État, contraint de décréter l'état d'urgence. Il y a quelques semaines, à Baltimore, aux États-Unis, l'assassinat par les flics du jeune Freddy Gray avait, là aussi, donné lieu à une importante révolte populaire. Quand les autorités se couvrent entre elles et quand les tribunaux sont à ce point partiaux, à quoi d'autre notre société peut-elle s'attendre ? Aujourd'hui, en 2015, la relaxe de Klein et Gaillemain devrait appeler de nouvelles émeutes, d'autant qu'outre l'impunité policière la politique antisociale et liberticide du gouvernement de François Hollande devrait exiger de nous des réponses radicales, conflictuelles, de rupture violente contre l'État et la bourgeoisie. Le gouvernement l'a d'ailleurs bien compris, jusqu'à remettre de l'essence dans le réservoir du

bulldozer de l'antiterrorisme, ce mode de gouvernement à part entière censé prévenir et mater nos résistances et nos rébellions.

En attendant les nouveaux feux de joie de nos rages, le Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme, qui s'est tenu au Mexique fin 2014-début 2015, avait opté pour l'organisation, cette année, d'une Journée mondiale contre la police. Plus que jamais, il est nécessaire de se retrousser les manches pour lui donner vie. L'actualité nous donne une nouvelle fois raison, alors osons encore crier notre haine de cette société policière qui nous surveille, nous frappe, nous mutile et nous tue.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. D'après le sociologue Mathieu Rigouste, la police tue en moyenne entre dix et quinze habitants des quartiers populaires par an (lire l'interview « Mort de Rémi Fraisse : c'est un meurtre d'État, non une bavure », dans *Le Monde libertaire* n° 1756, novembre 2014, pages 3-4).

Face à la répression, l'information est une arme

Soutien à IAATA.info

CE JEUDI 7 MAI, la presse a annoncé qu'un Toulousain était poursuivi par la justice pour « provocation publique à la commission d'un délit ou d'un crime ». Il est soupçonné d'être un « administrateur » de IAATA.info, un site d'information anti-autoritaire basé à Toulouse.

Cette poursuite serait liée à la publication d'un compte rendu de la manif du 21 février 2015 à Toulouse. Cette manifestation était organisée un an après la manifestation nantaise contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes où 3 personnes avaient été éborgnées par des tirs de flash-ball. Elle avait pour mot d'ordre « Contre les violences policières et en soutien aux ZAD ».

L'article en question propose quelques pistes de résistance contre les techniques de maintien de l'ordre employées par la police. Ce sont ces mêmes techniques qui ont conduit à la mort de Rémi Fraisse le 26 octobre 2014 et qui entraînent la mutilation de nombreuses personnes, dans les manifestations et dans les quartiers populaires.

Rappelons que, suite à la mort de Rémi, rien qu'à Toulouse sur l'ensemble des manifestations de novembre ce sont près de 60 personnes qui ont déjà été poursuivies et 4 sont encore en prison.

Rappelons aussi que la police tue une dizaine de personnes chaque année.

Récemment, Amadou Koumé à Paris, Abdelhak Gorafia à Roissy, Pierre Cayet à Saint-Denis, Abdoulaye Camara au Havre, Morad à Marseille, Houcine Bouras à Colmar, Bilal Nzohabonayo à Tours, Rémi Fraisse sur la ZAD des Sivens, Timothée Lake à Toulouse sont morts entre les mains de la police, sans compter les nombreuses et nombreux mutilés et blessés par les armes policières.

Un grand nombre de personnes se battent depuis plusieurs années contre la police et sa violence. Les médias libres, les collectifs militants, les associations et les familles des victimes relaient régulièrement sur internet, par voie de tracts et d'affiches, des guides d'autodéfense juridiques, des conseils pour se protéger pendant les manifestations et des conseils pour sécuriser nos communications sur internet ou par téléphone.

Les pratiques d'automédias sont d'autant plus importantes aujourd'hui que la police

continue à mutiler et à tuer dans l'impunité. Il est inacceptable d'être poursuivi et arrêté pour « provocation publique à la commission d'un délit ou d'un crime », lorsqu'on appelle à se défendre face aux violences policières.

Depuis toujours, les mouvements sociaux et les personnes en lutte se réapproprient des médias pour permettre la diffusion de l'information alternative, la coordination dans les luttes, l'émergence d'une voix autre que celle des médias dominants. IAATA.info en est un exemple parmi d'autres.

IAATA est un site ouvert à la participation de tous et toutes, qui garantit l'anonymat des contributeurs et qui représente l'émanation collective d'une ville.

La police cherche à identifier un responsable auquel faire porter le chapeau, à l'isoler en individualisant les poursuites. Il n'y a pourtant nulle responsabilité éditoriale individuelle à trouver puisque ce site s'appuie

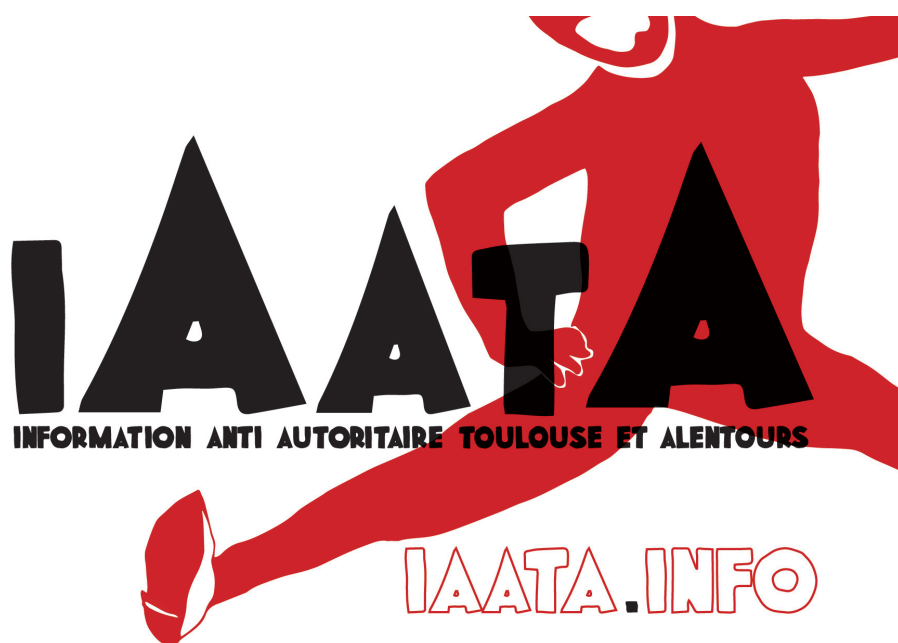
comme d'autres sur un fonctionnement collectif, participatif, sans hiérarchie, dans la continuité d'une ligne anti-autoritaire.

À l'heure où l'État vote de nouvelles lois antiterroristes et la loi sur le renseignement, à l'heure où la liberté d'expression paraît n'appartenir qu'à certains, à l'heure où la justice relance l'affaire de Tarnac, à l'heure où les tribunaux poursuivent Le Jura libertaire, il faut avoir une position claire.

L'armada sécuritaire du gouvernement nous concerne tous ! Montrons-leur notre détermination. Nous continuerons à soutenir et diffuser tous contenus relatifs à l'autodéfense face à la police et à la justice ! Nous continuerons à porter des projets de médias indépendants et anti-autoritaires face aux intimidations de l'État !

Attaquer l'un d'entre nous, c'est nous attaquer tous !

Solidarité avec les médias libres et avec tous les réprimés !



Quand l'État licencie, il n'y va pas de main morte !

LE DIRECTEUR DES RESSOURCES INHUMANES

d'Areva a, le matin du 7 mai 2015, annoncé non pas le licenciement de 5000 à 6000 salariés dans le monde, dont 3000 à 4000 en France, mais « le plan de réduction des frais de personnel ». On remarquera toute la désinvolture et l'irrespect que la direction d'Areva et l'État – qui est le premier actionnaire (à hauteur de 86,52 %) – affichent envers les salariés de cette entreprise. C'est clair que François Hollande et ses sbires qui siègent au conseil d'administration, lorsqu'ils parlent de réduction des frais de personnel, considèrent les travailleurs et les travailleuses de cette entreprise d'État comme de vulgaires choses, des trucs, des objets, des machines... dont on peut se séparer, que l'on met au rebus, que l'on jette lorsqu'ils sont jugés encombrants ou qu'ils coûtent trop cher à entretenir (en salaire) !

À cet exercice, les représentants du capitalisme d'État n'ont rien à envier à ceux du capitalisme privé, seuls comptent pour eux les profits, les bénéfices et les dividendes. Et lorsqu'ils font de mauvaises affaires, des investissements hasardeux ou qu'ils font de somptueux cadeaux financiers, ils font payer les pots cassés aux salariés. C'est ainsi que la PDG Anne Lauvergeon a racheté, en 2007, trois mines d'uranium à la compagnie canadienne Uramin, au prix astronomique de 1,8 milliard d'euros; elle a également à son actif le fiasco du réacteur nucléaire EPR de Flamanville qui a creusé d'une façon abyssale le déficit de l'entreprise, de près de 5 milliards d'euros; sa générosité était quasiment sans limite, d'où les 60 millions d'euros de cadeaux offerts à la République centrafricaine et plus de 2 % sur les bénéfices de l'exploitation du gisement de Bakouma; et encore les 40 millions de dollars pour récompenser les intermédiaires peu recommandables comme, entre autre, l'incontournable Balkany qui ont aidé l'entreprise Areva à faire de si mauvaises affaires. Alors, pour compenser ces pertes financières, François Hollande, en tant que chef d'État, a donné son feu vert au conseil d'administration d'Areva, par le biais de ses représentants qui y siègent, à ce dégraissage spectaculaire. C'est 5000 salariés à l'échelle mondiale, dont 4000 en France, qui seront sacrifiés sur l'autel du sacro-saint profit.

Décidément, François Hollande n'est pas crédible. Car dès son arrivée à la présidence



de la République, il y a trois ans, il avait promis d'inverser la courbe du chômage et, aujourd'hui, il donne l'exemple en licenciant. En tant que chef de l'État, il est le premier actionnaire de l'entreprise et, par sa décision irresponsable, il cautionne le licenciement de 4000 salariés en France. Pourtant, une solution existe: pour cela, il suffirait qu'il donne l'ordre de taper dans les 8 milliards de chiffres d'affaires consolidés que la société a réalisés en 2014. Mais il ne l'a pas fait et il ne le fera pas, car, comme les patrons du privé, il a le regard fixé non pas sur la baisse du taux de chômage, mais sur la baisse tendancielle du taux de profit. Les deux contribuent à enrichir le patronat et les actionnaires. Plus il y a de chômeurs (capital variable), moins vous avez de frais de personnel (salaires) et moins vous payez de charges sociales. Parallèlement,

vous veillez à ce que le taux de profit n'est pas une sale tendance à baisser, car cela signifie moins de bénéfices et de dividendes. C'est pour cela que chômage et profit sont des concepts antagoniques, comme patronat et travailleurs, et aussi lutte de classe et collaboration de classe.

Il s'agit pour François Hollande de faire en sorte de diminuer le déficit de l'État et de permettre de remplir les poches aux PDG successifs ainsi qu'à un certain nombre de cadres, mais aussi à quelques actionnaires de se goinfrer sur le dos des salariés. C'est clair, le président socialiste a fait un choix de classe, le pognon contre les travailleurs.

Justhom

Groupe de Rouen
 de la Fédération anarchiste

Feu !

La sécurité avant tout. Il y a environ un mois (le 29 avril), était publié dans la plus grande discrétion un décret cosigné par Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, autorisant désormais les communes à armer leurs policiers municipaux en les équipant de revolvers 357 Magnum. Fini les balles en caoutchouc : ça ne crevait pas assez les yeux. En avant pour les balles réelles et place aux apprentis Inspecteur Harry.

Rubrique sportive

Aux Philippines une guerre civile oppose depuis des années les forces gouvernementales aux rebelles séparatistes du sud du pays. Le dernier championnat du monde de boxe qui a eu lieu de l'autre côté de l'océan à Las Vegas, a eu des conséquences inattendues. Il faut dire que cet ultime « combat du siècle » opposait le Philippin Manny Pacquiao à l'Américain Floyd Mayweather. Pour pouvoir le suivre à leur aise et soutenir Manny, l'enfant du pays, forces gouvernementales et rebelles, ont respecté une trêve qui a duré au moins pendant les quinze rounds. Après quoi ils sont retournés à leur occupation habituelle : occire l'adversaire, sans gants mais arme au poing.

Sauveurs suprêmes, basta

Ferguson, Baltimore ... La fin du second mandat de Barak Obama commence à sentir le faisandé. Comme quoi l'élection d'un homme de couleur à la présidence ne suffit pas à supprimer le racisme (et encore moins le capitalisme). De la même façon, l'élection hypothétique à sa suite, d'Hilary Clinton, ne supprimera pas le sexisme (et toujours pas le capitalisme). Puis plus tard encore si le peuple américain choisissait une femme, à la peau mat, d'origine hispanique, lesbienne et (soyons fous) handicapée moteur, ça ne serait toujours pas une garantie de suppression du racisme, de la xénophobie, de l'homophobie, des discriminations de toutes sortes (et surtout pas du capitalisme). Plutôt

Météo

syndicale



QUAND on lit ou parcourt quotidiens et gazettes on voit que les luttes d'héritage ne sont pas mortes. Dans le paysage politique il y en a des tonnes et ce n'est pas prêt de s'arrêter. Pour aller à l'essentiel (sic...) bornons-nous aux suites du « 11 janvier ». Hommage à l'Union sacrée et à l'alignement du mouvement ouvrier sur la défense objective du grand capital conjugué avec une real politik qui a redoré le gouvernement actuel aux ordres du Medef ou ultime avatar du socialisme à la française... Les états-majors politiques de toutes tendances s'étripent en catimini! Dire que le mouvement libertaire n'est pas atteint serait mentir ou omettre... Dans ces lignes notre propos sera essentiellement syndical. Des espérances du « 9 avril » où il semblait que les militantes et militants les plus combattifs du syndicalisme avaient mis le monde du travail sur de nouveaux rails aux divers « Premier Mai » où l'unité syndicale était à rechercher au-delà des apparences l'avenir étaient dans le brouillard.

Pour la CGT le nouveau président-directeur général semble avoir réglé le « dossier Lepaon ». Pour la militance syndicaliste de base comme pour les médias à part « circulez ya rien à voir » tout reste dans le registre de l'absolution urbi et orbi!

Il y a sûrement à parier que d'ici quelque

temps des loups vont sortir des buissons et que des têtes de lampistes vont sauter... faudra prendre des notes et se souvenir.

On nous reprochera, sans doute, de focaliser notre propos sur la seule CGT. Les autres centrales syndicales semblent (disons-le) préférer un silence prudent laissant Montreuil affronter médias, chantages gouvernementaux et conflits internes. La pièce de bœuf des pouvoirs publics est la CGT qui doit être aidée selon la « sauce Hollande-Valls » à avaler de nouvelles couleuvres tout en muselant ses diverses oppositions internes. L'ingrédient du post-Charlie était décisif mais commence à être éventé, il va falloir trouver de nouveaux miroirs aux alouettes!

« S'il importe de faire respecter les dispositions du Code du travail relatives à la lutte contre un recours abusif [...] il importe tout autant de tenir compte, dans une période de crise économique majeure des contraintes fortes auxquelles les entreprises sont soumises... » Ainsi s'exprimait à Annecy le procureur, se faisant ainsi l'avocat du patron de la SNR, premier employeur privé de la Haute-Savoie... Medef et gouvernement ont des alliés hauts placés. Contre Macron et consorts va falloir se rassembler!

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí de la FA

que des sauveurs suprêmes : une révolution sociale et libertaire.

Rebelles à tout sauf au fric

Nos rappeurs de tous horizons se la jouent rebelles (ma non troppo), djneuns (même quand ils frôlent la cinquantaine), conchient la police (mais de loin), vomissent le système (de préférence sur les plateaux TV), rappellent à qui veut les entendre qu'ils viennent des classes et zones défavorisées et qu'ils n'oublient pas leurs origines. C'est la « nique la police attitude » qui ne les empêche pas de remplir leur tiroir-caisse. Ainsi, après que l'ineffable Joey Starr (NTM de Saint-Denis) ait vendu son image aux fringues Kaporal et au site de poker en ligne My Pok, c'est maintenant à Akhenaton (I Am de Marseille) de vanter les charmes de Coca-Cola. Pour reverser le montant du cachet à une œuvre caritative, s'empresse-t-il de préciser. Ça fera une belle jambe aux habitants des pays où s'installe Coca-Cola pour rafler l'eau nécessaire à l'élaboration du « précieux » liquide, comme par exemple le Mexique où le litre d'eau est devenu plus cher que le litre de Coca. Avec ce type de contestataires, l'industrie du disque a de beaux jours devant elles, et le capitalisme aussi.

Pas dormir

On le savait déjà, en Corée du Nord ça rigole pas des masses. Kim Jong-Un, le petit Timonier, n'a pas hésité à faire exécuter son ministre de la Défense. Comment ? Au canon de DCA (défense antiaérienne) ! C'est quand même autre chose qu'une misérable balle dans la nuque ! Cause de la sanction : ce ministre de la Défense s'était assoupi pendant un défilé militaire. Je compatissais. Moi-même, ce genre de manifestation n'est jamais vraiment parvenu à m'enthousiasmer. Et puis soyons honnêtes, en France, si on devait procéder de même avec tous les députés qui somnoient à l'Assemblée nationale, on finirait rapidement par manquer de munitions.

IVG : l'herbe n'est pas forcément plus verte ailleurs

LA NOUVELLE vient de tomber : après avoir reçu une claque durant leur combat raté au sujet du mariage gay, les républicains américains enfourchent un autre vieux cheval de leur bataille, le droit à l'avortement. La Chambre des représentants vient de voter pour la limitation des interruptions volontaires de grossesse au-delà de vingt semaines après la conception. Heureusement, il y a beaucoup de chances pour que celle-ci ne passe pas la barre du Sénat, faute de quoi Barack Obama pourrait alors opposer son veto, comme il l'a déjà fait pour d'autres propositions réactionnaires votées principalement dans des états 'sudistes' du pays, (il est 'amusant' au passage, de noter qu'à part quelques exceptions aux États-Unis comme en France, ce sont les états du sud les plus réacs... Effet coups de soleil ?...). Il n'en reste pas moins que les adversaires de l'avortement ont déjà remporté des victoires dans l'Oklahoma, le Tennessee, le Kansas et l'Arizona.

L'Oklahoma devient le quatrième état à imposer un délai d'attente de 72 heures entre la requête et la pratique de l'avortement, après l'Utah, le Dakota du sud et le Missouri. Dans le Tennessee, de nouvelles contraintes viennent s'ajouter à celles déjà existantes dans les cliniques qui le pratiquent. Le Kansas, pour sa part, vient de s'opposer aux techniques d'intervention tardives d'avortement. Pire encore, en Arizona, le gouvernement d'état oblige les médecins le pratiquant par le biais de méthodes pharmaceutiques, et ceci contre l'avis des scientifiques, d'informer leurs patientes d'effets prétendument irréversibles...

Ceci n'est pas sans nous rappeler en France, les discours des Xavier Dorr et poncifs de SOS tous petits qui assènent les mêmes contre-vérités dans leurs réunions mensongères ou essayaient de les inoculer aux jeunes femmes par le biais de leurs relais dans les centres du planning familial ou encore, partout où ils ont pignon sur rue. Cet acharnement thérapeutique sur les, de plus en plus rares, lieux où sont encore pratiqués sans contraintes les avortements n'est pas hélas propre à la France : aux États-Unis on constate également une nette limitation du nombre de cliniques habilitées à pratiquer les interruptions de grossesse. En Louisiane et au Texas, les anti-IVG ennemis de l'arrêt Roe v. Wade datant de 1973 légalisant l'avortement, ont également réussi à imposer un entretien préalable à toute intervention. Plus grave encore, dans les états du Kansas, de l'Arkansas et de l'Alabama, des projets de loi ont été déposés pour interdire l'avortement « en cas de présence de battements de cœur du fœtus ».

On est en droit de se poser la question de savoir dans quelles conditions ces constats seront faits et par qui ?... Donc en France comme aux États-Unis, les conservateurs et leurs alliés, les ennemis des libertés enfourchent sans vergogne, mais certainement pas sans liens entre-eux, les mêmes épouvantails populistes frappés du sceau du sabre et du goupillon...

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash FA

Vous voulez de la **culture** ? Vous aurez de la **tapisserie** !



APRÈS AVOIR SACCAGÉ la zone humide du Testet, le président du conseil général du Tarn et la bourgeoisie locale dilapident l'argent public dans un musée d'Art religieux, désuet et cucul au détriment de la culture pour tous.

À Sorèze, dans le sud du Tarn, les enfants et les ados s'ennuient. Pas grand-chose à faire. C'est un véritable désert en matière de culture et de loisirs. Ceci dit, un jeune, ça ne vote pas. Normal que les notables du Tarn privilégient, comme ailleurs, le troisième et le quatrième âge, qui, eux, votent régulièrement pour eux, par tradition, n'est-ce pas ma bonne dame ?

À Sorèze, ce spectacle électoraliste atteint la caricature. Le monastère d'En Calcat a donné à la bourgeoisie de la région une de ses fiertés : un moine tapissier qui a multiplié les grandes fleurs et les petits oiseaux sur d'immenses surfaces murales dans la tradition d'Aubusson. Aucun intérêt ? Pour vous, peut-être, mais pour les bien-pensants rotariens et rentiers du secteur, c'est tout un symbole ! Un type qui s'est mis à l'écart du monde pour décorer les intérieurs cossus avec des sujets apoli-

tiques, c'est un exemple ! Une collection de tapis géants représentant des culs de paons et des pistils turgescents aux premières chaleurs du printemps, quelle bonne idée !

Enfants, parents, vous vouliez de la culture ? Vous aurez de la tapisserie ! Fraîchement réélu de justesse, malgré son saccage de la zone humide du Testet, le président du conseil général du Tarn est venu apporter les deniers de la collectivité au maire de Sorèze. Avec quelques subventions et le soutien d'une poignée de mécènes, dont le trust pharmaceutique Pierre Fabre, ça représente au total, accrochez-vous bien, plus de 4 millions et demi d'euros ! Oui, vous avez bien lu : tout ça pour des tapisseries vieillottes qui sentent l'encens et la naphthaline ! Et il va où, tout cet argent à 92 % public ? Dans des travaux d'aménagement d'un nouveau musée Dom-Robert, du nom du moine, à l'intérieur de l'abbaye-école de Sorèze, ce monument grandiloquent qui représente déjà un gouffre financier, la majeure partie du budget culturel de la commune et l'une des principales dépenses en la matière de la collectivité départementale.

« Un loisir pour tailleurs et cravates »

Bon, évidemment, certains diront que les parents n'ont qu'à amener les marmots se dégoûter et se cultiver au musée des Culs de paons. C'est vrai. Mais ça coûtera un peu cher pour les prolétaires le mercredi après-midi : 8 à 10 euros l'entrée ! Qu'importe, puisqu'il s'agit principalement d'un loisir pour tailleurs et cravates.

Rien de nouveau sous le soleil. Les rapports de classe, ça continue, même dans la culture, grâce à l'alliance de notables PS et UMP, sous les applaudissements de l'extrême droite traditionaliste. Et pour les enfants alors ? Faites comme tout le monde : foncez à Auchan et allez leur acheter une tablette et des jeux vidéo. Et dites-vous qu'au moins, dans le sud du Tarn, le petit caprice du président du conseil général et de ses copains aura, au moins cette fois, été exaucé sans couper toute une forêt. Au sud du Tarn, la montagne Noire est encore là, c'est déjà ça !

Maud et Yannis Youlountas

Le procès du Jura Libertaire



DANS L'APRÈS-MIDI du mardi 5 mai 2015, après presque cinq ans d'enquête et de procédure, le Jura Libertaire – en la personne de son responsable légal – passait en procès devant les juges de la 17^e chambre du Palais de justice de Paris, pour avoir informé ses lecteurs, en juillet 2010, des menées policières qui furent la cause directe de la révolte des habitants du quartier de la Villeneuve à Grenoble, en republiant simplement la seule « enquête journalistique » digne de ce nom sur ces événements, autopubliée anonymement sur Indymedia Grenoble – et qui entre autres vérités déplaisantes pour la flicaille grenobloise, contenait ces quelques lignes présumées « injurieuses et diffamatoires » envers la maison Poulaga tout entière, qui donc, porta plainte en bonne et due forme, et l'annonça même publiquement par voie de presse (faisant ainsi exploser les compteurs de fréquentation du Juralib) en la personne du ministre de l'Intérieur alors en exercice, ce dégoûtant Hortefeux incapable de réfréner ses éruptions racistes, plainte relayée par le procureur de la République :

« On en oublierait presque que la BAC est une bande (armée) de criminels » ;

« L'IGPN, le service d'inspection de la police nationale (auss appelé "police des polices"), dont la prin-

cipale fonction est de couvrir les poulets qui assassinent a déjà pondu son rapport » ;

« L'occasion pour le ministre de la police de témoigner tout son soutien à ses troupes d'assassins » ;

« Les flics, eux, ont non seulement eu l'intention de tuer, mais ils tuent. »

À en juger par la mine outrée des magistrats, ces propos on ne peut plus consensuels parmi le peuple au nom duquel ils officient, pourraient donc être condamnables, et peut-être même plus choquants et scandaleux que l'infiltration massive de fascistes dans les rangs des forces de l'ordre dit « républicain », les contrôles au faciès et les insultes racistes, les tortures dans les commissariats, les adolescents terrorisés laissés passivement griller dans le transformateur électrique où ils espéraient trouver refuge contre l'arbitraire, l'alliance sinon la fusion avec le crime organisé pour arrondir les fins de mois, l'IGPN qui est à la BAC ce que la BAC est aux dealers de rue qu'elle rackette, sans oublier l'instrumentalisation de la justice par l'abus caractérisé des notions d'outrage et rébellion visant à transformer les victimes de la police en délin-

quants.

Après avoir rappelé que l'auteur des phrases incriminées n'a pu être identifié par les enquêteurs, ni non plus aucun responsable de leur publication originale, et que le Jura Libertaire est donc poursuivi en quelque sorte par hasard, en manière de bouc émissaire de l'impuissance du ministère, le président ergote sur le terme d'« assassins » employé pour désigner les tueurs de la BAC, terme qui équivaldrait à dénoncer perfidement la préméditation du meurtre de Karim Boudouda, autrement dit à diffamer ses meurtriers en les traitant d'assassins. On croit rêver.

Le Jura Libertaire répond qu'étant donné les circonstances dramatiques et la nécessité de l'information dans un contexte où tous les médias reproduisaient sans le moindre recul critique les communiqués de la police, il n'a certes pas plus songé que l'auteur aux précautions oratoires, qualificatifs précis et autres conditionnels qu'emploient les professionnels du journalisme (et qui soit dit en passant leur permettent de diffamer allégrement n'importe qui).

Il semble que quelque malicieux esprit invisible se soit décidé à achever de tourner tout à fait ce procès en ridicule : deux gendarmes armés d'un parapluie pour cette mission spéciale, interviennent alors pour repousser le battant d'une petite fenêtre ouverte à près de quatre mètres de hauteur, cause probable d'un désagréable courant d'air qui, depuis quelque temps, faisait s'agiter les magistrats.

Le plaignant, c'est-à-dire le ministre de l'Intérieur, désormais Bernard Cazeneuve, l'homme à tout faire de la Marine nationale et du lobby nucléaire – ayant à ce titre moins de goût que ses dignes prédécesseurs pour flatter les bas instincts des syndicats de flics –, qui il y a peu proclamait à l'Assemblée que « par principe » il ne croit rien de ce qui paraît dans la presse, n'ayant évidemment pas prévu de venir s'abaisser à expliquer au tribunal pourquoi il lui fait perdre son temps en ayant relayé jusqu'au procès une plainte aussi mal fondée, Bernard Cazeneuve donc, ayant pris soin de ne pas se constituer partie civile, la parole est donnée aux deux témoins de la défense.

Le même courant d'air frais rouvre soudain la même petite fenêtre, réduisant à néant les efforts gendarmesques.

Amal Bentounsi est là pour rappeler comment son frère Amine a été assassiné par la BAC d'une balle dans le dos, comment l'enquête de police a été trafiquée et sabotée, comment elle-même a été accusée de « diffamation envers une administration publique » pour avoir appelé, dans une parodie de clip de recrutement, « ceux qui veulent être au-dessus des lois » à s'engager dans la police, puis relaxée à la demande même du ministère public qui reconnaissait par-là le caractère attentatoire à la liberté d'expression de cette répugnante procédure menée à l'encontre d'une jeune femme révoltée contre l'impunité dont jouissent le meurtrier de son frère et ses complices – impunité qui encourage évidemment la récidive. « Il y a encore eu trois morts au mois de mars », déplore Amal Bentounsi. Mais ce sont des réalités plus triviales qui font frissonner les magistrats.

Débarque alors, pour remettre dans le droit chemin cette fenêtre rebelle, ce qui ressemble à un commando des services techniques du Palais, trois ouvriers en bleu de travail et un expert en costard équipés d'une échelle et – sait-on jamais – d'une perceuse et d'un rouleau de gaffeur, qui ne mettent pas cinq minutes à comprendre toutes les données du problème, et à y remédier sans se tromper d'outil. Ce procès nous aura ainsi au moins offert cet exemple vivant et curieux de l'action de l'État, capable de mobiliser un total de six fonctionnaires pour tourner la poignée d'une fenêtre, comme pour illustrer la justesse des thèses anarchistes les plus radicales qui affirment qu'une seule personne aurait suffi, sans qu'il soit même besoin de la salarier aux frais de la collectivité.

Mathieu Rigouste prend la parole en tant que « chercheur en sciences sociales », pour remettre en cause le qualificatif de « bavure » accidentelle et fortuite pour un phénomène qui se répète environ une fois par mois en moyenne depuis de trop nombreuses années. Il revient rapidement sur les origines de la BAC, issue des unités de « pacification » des bidonvilles qui furent en première ligne de la « bataille de France » pendant la guerre d'Algérie, et évoque la restructuration de l'appareil militaro-policiier, dit « sécuritaire », qui est allé jusqu'à théoriser une stratégie « proactive » consistant à générer des désordres localisés pour les réprimer, dans le but de soutenir la croissance industrielle du secteur. Les meurtres commis par la police seraient donc bien qualifiables d'assassinats, en ce sens qu'ils sont prévus et souhaités par les marchands de matériel anti-émeute, de la matraque à l'hélicoptère en passant par le flash-ball et le canon à eau, qui s'enrichissent de l'extension de la souffrance et de la violence. On peut douter qu'un tel raisonnement puisse trouver son chemin dans une cervelle de juge ; toujours est-il que les magistrats de la 17^e firent ce jour-là bonne figure, et même honneur à leur corporation, en se montrant très attentifs, et en ne trouvant rien à redire aux propos de Mathieu Rigouste (quoique le plus jeune d'entre eux sembla un moment sur le point d'en manger ses lunettes).

On passe à l'examen de la personnalité du prévenu, chômeur déjà condamné à une amende en 2008 pour délit d'outrage à nabot pétainiste, aucune mention n'étant faite des opinions politiques défendues par le Jura Libertaire, ni même de sa désinvolture en matière de respect du droit d'auteur. Manifestement, rien de tout ce qui aurait pu servir à étayer un tant soit peu le dossier d'accusation n'est reproché au Jura Libertaire, renforçant l'impression d'une enquête officielle franchement bâclée. Mais que fait la police ? Ah oui c'est vrai, elle est trop occupée à tuer et mutiler dans les quartiers, afin de soutenir la croissance du CAC 40.

La jeune procureure se décidant enfin à lever le nez de sa Pratique du droit de la presse de Maître Bigot, passe à l'attaque, ambitieuse : « Il s'agit dans cette affaire, madame et messieurs les magistrats, de définir l'écart entre la liberté d'expression et le respect dû aux fonctionnaires de police. » S'employant à faire refuser au Jura Libertaire le bénéfice de son évidente bonne foi, elle revient sur les quatre critères jurisprudentiels qui définissent cette « bonne foi » : la légitimité, la prudence dans les propos, le préalable d'une enquête sérieuse et l'absence d'animosité personnelle. Elle reconnaît dans cette affaire la légitimité de la publication et l'absence d'animosité personnelle contre les baqueux de Grenoble, mais prétend contester le sérieux de l'enquête et ne voit aucune prudence dans les propos. À l'en croire, on n'aurait le droit d'être un peu véhément dans la dénonciation des crimes de la

police que si celle-ci a abattu au préalable un de nos proches : « Amal Bentounsi n'a pas à faire preuve de prudence, et n'avait pas à faire d'enquête sérieuse car sa liberté de ton est un cri de douleur, dans cette affaire c'est différent ! » (On voit ici comment la relaxe dont a bénéficié Amal Bentounsi sert maintenant à nier qu'elle ait pu faire une « enquête sérieuse », alors que l'enquête qu'elle a menée sur les conditions de la mort de son frère fut précisément la seule sérieuse – au contraire de la pseudo-enquête bidon de l'IGPN.) Étant donné le niveau de revenus du prévenu, la proc réclame sa condamnation à une amende de deux cents euros.

Maître Dominique Noguères, avocate de la défense, rappelle les détails les plus choquants de la mort de Karim Boudouda, qui après avoir reçu une balle en pleine tête fut laissé agonisant au sol pendant quatre heures, sous le regard des flics se félicitant de leur exploit – détails qui furent la cause directe de la révolte des habitants de la Villeneuve et de la haine envers ces monstres qui, craignant de légitimes représailles, demandèrent en urgence leur mutation loin du quartier. Elle revient sur le contexte, cette campagne médiatique « sécuritaire » qui culmina dans l'hystérique « discours de Grenoble » prononcé par l'autre pantin présidentiel (où il déclara la « guerre » aux délinquants, aux sans-papiers et aux Roms, ces derniers comme boucs émissaires de l'attaque de la gendarmerie de Saint-Aignan par d'excellents citoyens français), contexte d'outrance verbale généralisée qui ne pouvait que produire quelques écarts de langage en réplique, de la part de ceux qui se refusaient à hurler avec les loups. Quant à la confiance qu'il faudrait accorder aveuglément à la police des polices : « Nous autres praticiens savons bien qu'il est impossible de mener à terme les procédures contre l'IGPN. » (Les praticiens baissent la tête.) Répondant à l'argumentaire de la procureure, Maître Noguères s'inquiète d'une définition trop restrictive de « l'enquête sérieuse » basée sur des « sources sérieuses », qui dans le cas de crime policier risquerait d'entraver la manifestation de la vérité ; et conteste « l'imprudence » de propos qui ne faisaient que refléter la réalité vécue par un grand nombre d'habitants du quartier de la Villeneuve, et la libre opinion de bon nombre d'habitants de ce pays. Fin du spectacle. Le verdict sera rendu dans l'après-midi du 16 juin 2015.

Les amis du Jura Libertaire

le 12 mai 2015

Brésil, Rio de Janeiro

Forum général anarchiste

NOS COMPAGNONS de la LIGA anarquista de Rio de Janeiro organisent du 4 au 7 juin 2015 un Forum général anarchiste dont l'objectif est placé sous le signe du fédéralisme, d'une réflexion sur la situation générale au Brésil, et de la nécessité de promouvoir la constitution d'une organisation fédérale brésilienne.

La FA, en tant que membre de l'Internationale des fédérations anarchistes, ainsi qu'un militant de la Fédération anarchiste de langue allemande et une militante la Fédération libertaire argentine, étaient présents au Brésil en novembre 2014 pour rencontrer les camarades de plusieurs groupes de la région de Sao Paulo, et de Rio.

Se trouvaient également présents des représentants de deux groupes du Chili, et une camarade de la Fédération anarchiste du Mexique.

Des contacts très fraternels ont eu lieu et de nombreuses discussions ont porté sur la nécessité vitale de construire une organisation fédérale anarchiste dans le pays. Les militants de l'IFA ont insisté également sur la nécessité d'une organisation internationale et ont assuré les camarades du soutien de notre organisation internationale.

Le Forum général anarchiste se situe sans doute dans la continuité de ces rencontres de novembre dernier et c'est là une initiative dont il est inutile de dire à quel point elle est importante.

L'adhésion récente de la Fédération libertaire argentine à l'Internationale des fédérations anarchistes, la demande d'adhésion de la fédération mexicaine, et d'autres demandes dont il est trop tôt de parler, contribueront largement à « désenclaver » l'Internationale des fédérations anarchistes.

Les camarades du Brésil se trouvent confrontés à la tâche de mettre sur pied une organisation dans un pays gigantesque. De Belem au nord du pays à Porto Alegre au sud, il y a 3000 km à vol d'oiseau, 4000 par la route. La ville de São Paulo est gigantesque, elle représente la surface de l'Île-de-France. Le Brésil est presque aussi étendu que l'Europe. Toute réflexion sur la constitution d'une organisation anarchiste au niveau national doit intégrer ces faits.

Dans un pays de 200 millions d'habitants et aussi vaste que le Brésil, les camarades brésiliens, mais aussi ceux de la plupart des autres pays d'Amérique latine, sont confrontés à la nécessité d'imaginer des formes originales d'organisation fédéraliste. Ce constat rend plus que jamais nécessaire une très précise définition de ce qu'est le fédéralisme. Un réel travail de clarification semble donc nécessaire.

Nous ne doutons pas que le Forum général anarchiste de Rio de Janeiro sera un pas décisif dans le renforcement du mouvement anarchiste dans le pays.

Le Monde libertaire publie des extraits de l'invitation que la FA a reçue pour participer au Forum général anarchiste

Eric Vilain

Rio de Janeiro - RJ 23 Mars 2015.
Forum général anarchiste
Lettre d'invitation

BONJOUR CAMARADES.

Nous sommes heureux d'inviter les individus et les collectifs anarchistes au Forum général anarchiste du Brésil, qui aura lieu dans la ville de Rio de Janeiro entre le 4 et le 7 juin 2015.

Le FGA aura deux moments : l'un ouvert avec la participation et toute personne ou groupes intéressés ; et l'autre fermé, avec la seule participation des individus ou des collectifs synthésistes ou sympathisants.

L'initiative a été prise par la Ligue anarchiste à Rio de Janeiro et a eu le soutien de

l'Institut d'Études Libertaires (groupe dédié à la promotion et à la diffusion de l'anarchisme dans ses différents courants) et le Noyau Pro-Fédération Libertaire de l'Éducation (organisation de libertaires centrée sur les expériences pédagogiques et les pratiques sociales) fonctionnant également à Rio de Janeiro. L'initiative a été adoptée par consensus par les groupes présents ; elle est également soutenue par l'Internationale des Fédérations anarchistes, ainsi que par la Fédération libertaire argentine, la Fédération anarchiste francophone, la Fédération anar-

I FÓRUM GERAL ANARQUISTA 04 A 07 DE JUNHO | RIO DE JANEIRO

CONFERÊNCIA DE ABERTURA RODAS DE CONVERSA GRUPOS DE DISCUSSÃO

FEIRA DA AUTOGESTÃO



+INFO: LIGARJ.WORDPRESS.COM

REALIZAÇÃO: **LIGA**

COBERTURA: **R.I.A**

APOIO: **EL**

IEL
INSTITUTO DE
ESTUDOS
LIBERTARIOS

chiste de langue allemande, la Fédération anarchiste du Mexique, la Fédération anarchiste locale de Valdivia (Chili), le groupe d'Études Gomes Rojas (Chili) et tous les présents à la réunion.

Nous avons beaucoup entendu parler de l'organisation fédéraliste anarchiste par les fédérations et les collectifs susmentionnés. C'est ce qui nous a motivés à entamer des discussions sur la reconnaissance du mouvement anarchiste dans le pays et à étudier les possibilités pour le mouvement anarchiste d'organiser une rencontre anarchiste de l'Amérique.

Face à la conjoncture des années 2013-2015, la Ligua invite les compagnons à exposer leurs analyses, à réfléchir sur la situation, discuter de solutions concrètes pour les travailleurs et les précaires : soulèvements populaires, occupations, grèves, assemblées populaires horizontales, opposition à la Coupe du Monde, manifestations pour les transports gratuits dans une partie considérable du Brésil, les élections générales de 2014, la croissance de l'inflation, la réduction des droits des travailleurs, suppressions d'emplois dans les industries et les services attaquant directement les travailleurs externalisés qui sont la partie la plus précaire des travailleurs, augmentation des tarifs de l'énergie et de l'eau, augmentation des tarifs de bus, manifes-

tations de droite et de gauche, manifestations et discours fascistes dans les rues, au Parlement, au congrès national, pratiques fascistes par le judiciaire et l'exécutif, mise en avant de groupes paramilitaires religieux tels que les églises pentecôtistes, opérations militaires et massacres dans les banlieues et les bidonvilles du pays.

Ce Forum se propose de promouvoir et de renouer les discussions sur le fédéralisme anarchiste au Brésil. Par conséquent, la participation et la présentation de l'anarchisme dans les cinq régions du pays donneront une image plus diversifiée et moins imprécise de la manière dont l'anarchisme se situe dans le pays aujourd'hui, de la manière avec laquelle nous pouvons avancer pour agir ponctuellement ou collectivement.

Nous croyons que l'organisation fédéraliste anarchiste peut contribuer à renforcer le travail de tous les collectifs et individus qui vont dans le sens des actions suivantes :

Assemblées populaires horizontales, mouvements populaires, mouvements sociaux, mouvements syndicaux, diffusion et propagande des idées anarchistes et des pratiques acrates, coopératives autogérées de services et de produits, réalisations artistiques.

Nous reconnaissons d'autres formes d'organisation anarchiste et leurs réalisations,

nous respectons leurs trajectoires et, dans la construction de notre façon de voir et de vivre le monde de manière anarchiste, nous établirons le dialogue lorsque cela sera souhaitable, possible et nécessaire. Toutes les formes d'organisation anarchiste sont les bienvenues au Forum général anarchiste.

Tous ceux qui sont en accord avec ces propositions, ces sentiments et ces objectifs sont invités. Chaque individu ou collectif viendra pour son propre compte et nous leur offrirons l'hébergement pour ceux qui en ont vraiment besoin, nous proposerons une liste d'endroits pour se nourrir aussi bon marché que possible avec une qualité satisfaisante.

[...]

Amicalement et fraternellement

Liga Anarquista de Rio de Janeiro.

ÉCOLOGIE ET ANARCHIE : SORTIR DE LA CONFUSION

Une réponse à la Lettre aux anarchistes de Jean-Louis Phan-Van (ML 1775)

LA QUESTION mésologique est l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle. Cette formulation de mésologique (« ce qui est au milieu » ou « ce qui relève du milieu ») est plus pertinente que question environnementale car les êtres humains ne peuvent être abstraits de ce qui est supposé les « environner » : ils sont issus de la nature, d'un milieu, c'est-à-dire du monde naturel et social.

C'est un enjeu majeur pour la bonne et simple raison que nous n'avons jamais été aussi nombreux sur terre, et que le besoin mécaniquement croissant de ressources (à moins de plaider pour un maintien de la faim dans le monde et autres misères collectives) se traduit par une occupation de l'espace à la fois plus extensive (en surface) et plus intensive (en concentration, en densité). Soulignons au passage que densité n'est pas synonyme de pavoté, et inversement (Monaco, Hong Kong ou Singapour versus Dharavi, Morro de Favela ou les bidonvilles de Lagos).

Capitalisme ou non, tout cela est une réalité anthropique, une situation difficile à gérer mais incontournable, sauf à prôner une forme de primitivisme au demeurant à la fois utopique et stupide.¹

De la science naturaliste à l'idéologie écologiste

La quasi-totalité des médias dominants voire des dirigeants eux-mêmes parle désormais de « question écologique » (« la maison brûle » façon Hulot-Chirac). Or cette expression, apparemment sympathique et anodine, est loin d'être neutre. Elle est, en fait, doublement réductrice pour ne pas dire trompeuse — je pense même délibérément manipulatrice — pour deux raisons.

Premièrement, comme nous venons de le voir, l'être humain ne peut pas être extrait de son milieu. La question des ressources n'est pas seulement une question naturelle (écologique, écosystémique) mais aussi humaine : c'est « la nature prenant conscience d'elle-même » comme le proclamait Elisée Reclus, c'est-à-dire encore la nature, mais plus uniquement la nature puisqu'il y a conscience et son dépassement, sauf à vouloir revenir à l'état animal. Toute re-naturalisation d'un phénomène qui est également économique et sociale vise en

réalité à détourner la question politique qui la fonde : qui décide, comment et pourquoi ?

Deuxièmement, l'écologie, discipline scientifique fondée en 1866 qui ne doit pas être confondue avec l'écologisme sous peine de graves dérives, a pour but d'étudier l'interrelation entre les espèces vivantes et « l'environnement ». ² À priori, cette science n'a pas vocation à être directement politique. Mais la posture de Haeckel — social-darwinienne, naturaliste et moniste³ — a des implications idéologiques qui vont s'étendre dans le monde scientifique (début du XX^e siècle), puis au monde politique (fin du XX^e siècle).

En bref, rappelons que le protestant fondamentaliste Eugen Warming réussit, au début du XX^e siècle, à imposer le terme d'« écologie » à la place de « géographie des plantes ». S'impose dans la foulée la théorie du climax qui croit dans des états écologiquement stables alors que tout est évolution. Au cours des années 1930, l'école dite de Chicago applique à la sociologie de la ville les termes, les méthodes et les valeurs de l'écologie naturaliste : c'est « l'écologie urbaine ». Celle-ci, au passage, légitime « scientifiquement » le fait qu'il y ait, comme dans une ruche, une tête (l'élite travaillant dans le centre-ville) et des jambes (les prolétaires placés en périphérie).⁴

À l'issue de la Seconde guerre mondiale, la naturalisation du social est largement en place dans les milieux intellectuels américains. En Europe occidentale, dans le sillage du personnalisme et du groupe de L'Ordre nouveau (1930-1938), des intellectuels habiles et politisés vont enfoncer ce clou.

C'est le cas de l'ex-doriotiste, et fondateur du club néo-libéral du Mont-Pèlerin (1947), Bertrand de Jouvenel qui, en 1957, dans un article absolument séminal, pose les fondements théoriques et politiques de « l'écologie politique », comme il l'appelle (il est le premier à le faire) : on y trouve quasiment la philosophie et le programme des partis écologistes actuels, et donc la logique en cours du « capitalisme vert ».

De l'idéologie à la politique écologiste

Une partie du mouvement soixante-huitard reprend cette écologie politique, pour plusieurs raisons qui s'enchevêtrent.

L'urbanisation galopante, l'exode rural, les nouveaux modes de vie, le consumérisme, la dégradation des milieux ou des paysages et autre déménagement du territoire suscitent des réactions légitimes. Le catholicisme social de la CFDT et du PSU en France — à l'avant-garde des nouvelles luttes comme le Larzac — et le puritanisme protestant en Allemagne ou en Amérique y voient une occasion en or de se refaire une santé — c'est-à-dire un pouvoir — au sein de sociétés en voie de déconfectionnalisation.⁵

Simultanément, alors que le stalinisme ayant inféodé le syndicalisme et le mouvement ouvrier vivait son apogée, l'anarchisme, qui est au plus bas, résiste mal aux démagogues qui ont, depuis pour certains, effectué de belles carrières politiques (en particulier au sein des partis écologistes). Il subit la confusion, tout en ratant le virage de la reconstruction là où il était le plus fort : en Espagne.

L'un des éléments problématiques pour l'anarchisme est que les ex-marxistes et les chrétiens qui ont rejoint l'écologisme, voire le courant libertaire, ont gardé de leurs anciennes croyances l'idée-force selon laquelle le capitalisme allait mourir : soit sous la crise économique, soit sous la crise écologique. Mais non, désolé, le capitalisme a une capacité incroyable de rebond, comme il le démontre depuis plusieurs siècles : ni optimisme, ni pessimisme, cela ressort d'une analyse fondée sur l'histoire et la géographie. Il ne va pas mourir mécaniquement, sauf si les êtres humains veulent et décident autre chose.

De la même façon que le syndicalisme d'origine socialiste a escorté l'évolution du capitalisme fordiste du XX^e siècle, l'écologisme — d'abord radical et contestataire à ses débuts, comme le syndicalisme l'était à ses origines souvent révolutionnaires — restructure le capitalisme du XXI^e siècle. Avec des tensions, des contradictions, des récupérations, mais il le fait, par l'école, les médias, les prêches, les nouvelles politiques « vertes » et autre « développement durable ». Par naïveté ou par manque de lucidité, les anarchistes devraient-ils à nouveau accompagner le processus ?

Le prophétisme marxiste, chrétien et écologiste est accompagné de la vieille idée reli-

gieuse de la fin du monde (eschatologie) et du messianisme (on écoute le gourou ou l'expert qui nous l'annonce). Or, ou bien il tétanise les énergies sur fond de fatalisme, ou bien il les place sur des rails trompeurs.

Contre cette véritable foi dogmatique — puisque celles et ceux qui la critiquent sont sans cesse renvoyés à une inéluctabilité, rendant ainsi inutile la discussion des arguments — la géographie sociale et l'anarchisme se fondent sur le principe de réalité, de l'ici et du maintenant.

La double manipulation : diktat de la science et gouvernement des experts

Qui prend un peu de recul voit donc la double manipulation qu'il y a à parler d'« écologie » (ou d'« écologie politique »), et non d'« écologisme » (mouvement qui affirme s'appuyer sur la science écologique).

Double, car au nom de quoi une science serait-elle qualifiée pour nous dicter notre modèle de société ? Cela n'ouvrirait-il pas la voie à une quelconque « biologie politique », à une « génétique politique » ou à une « éthologie politique » ? C'est d'ailleurs ce qui se passe... En recourant au terme de « biopolitique », le philosophe Michel Foucault a même introduit de l'ambiguïté puisqu'on ne sait pas s'il l'utilise pour dénoncer le système ou pour appeler de ses vœux une « véritable » biopolitique...⁶

En choisissant de parler de « géographie sociale » et non d'écologie, Reclus récuse de ce fait l'idée d'une géographie anarchiste (ou libertaire), tout en affirmant l'existence de géographes libertaires (des personnes qui restent critiques, même vis-à-vis de leur science). En parlant d'« écologie sociale », Murray Bookchin part d'une bonne intention (et peut-être d'une forme d'opportunisme, disons-le), mais il entretient la confusion en replaçant au centre politique le naturalisme dont se défaisait la géographie sociale, et cela pour le plus grand bonheur des naturalistes intégristes dont c'est la posture philosophique et politique.

De fait, on conviendra que, lorsqu'on parle d'écologie, le quidam pense d'abord à « nature » et non à « société », et que tout effort pour socialiser l'écologie (?) reste vain à partir du moment où la question est mal posée.

Double car cela donne le pouvoir scientifique et politique à une cohorte d'experts en écologie, parlant au nom de la nature, mettant la pression politique et donc sociale sur le même mode que « l'impératif catégorique » de Kant qu'ont pourtant contesté des générations d'anarchistes (Proudhon, Bakounine, Reclus, Kropotkine, Malatesta...). Le paradoxe, c'est que ceux-là même qui critiquent la science et la technique (pas leurs excès, mais leur réalité même) appuient leurs arguments sur des constats scientifiques pris comme articles de foi. Or la servitude volontaire passe par

la foi (et l'inculture de l'histoire militante).

Aujourd'hui, tout le monde est écolo comme tout le monde est démocrate, ce qui pousse les anarchistes à jongler avec le vocabulaire de l'adversaire : la « démocratie directe » ne se confond pourtant pas avec le « fédéralisme libertaire » ou la « gestion directe ». Passe encore que cela soit une étape commode pour se faire comprendre, mais gare à la légitimité qu'en retirent les politiciens démocrates ou écologistes. Vu l'actuel rapport de forces, c'est d'ailleurs ce qui se passe.

Du communalisme au fédéralisme libertaire, fédération des luttes et des initiatives

On l'aura compris, il ne s'agit pas de contester la dégradation des milieux, l'enjeu des ressources et l'importance d'une mésologie sociale. Bien au contraire. Dans toutes les luttes mésologiques actuelles, les anarchistes doivent prendre leur place, avancer leurs analyses et leurs pratiques. Le combat des Valsusains contre le TAV, où les pratiques auto-gestionnaires sont allées très loin (républiques libres, présidi, solidarités, méfiance envers les politiciens...), montre que tout cela va bien au-delà du percement d'un tunnel ou de la construction de quelques viaducs : la question est reposée de produire, consommer et habiter comment et pour qui. Il s'agit d'une réoccupation sociale et publique de l'espace au-delà d'une seule défense des écosystèmes. C'est ce retour au communalisme, qu'on entrevoit également à Notre-Dame des Landes ou à Sivens, qui est essentiel. C'est lui qui renoue avec le cœur de la problématique anarchiste à condition de ne pas oublier son organisation et son changement d'échelle : le fédéralisme libertaire. Car isolée, non seulement la lutte périclite mais son schéma conforte aussi, paradoxalement, l'injonction du libéralisme à être mobile, mouvant, fugitif, et celle de la religion à former des petites communautés de croyants économiquement séparées mais unies par un même dieu.

Au-delà des luttes plus ou moins ponctuelles, c'est bien cette reconquête de la commune qui importe dans la perspective de fédérer toutes les initiatives économiques ou culturelles existant un peu partout, et qui pratiquent l'anarchisme comme Jourdain faisait de la prose.

Pour cela, il ne faut pas camper sur ses certitudes, ni se réfugier dans des démarches sectaires (petit groupe de convaincus entre soi, imposition de pratiques alimentaires ou de son mode de vie)⁷, mais se coller à la vie du quartier ou de la commune, tout en clarifiant les idées et les pratiques. Car cette clarification est fondamentale : tout en recherchant l'unité dans la lutte ou dans l'action locale (même réformatrice au départ), elle relance la perspective révolutionnaire globale, qui a disparu dans les poubelles écologistes⁸, et elle permet

de se réapproprier l'enjeu métapolitique dont l'ultra droite et l'extrême droite ont fait leur champ de bataille. D'une pierre deux coups.

C'est là que le « municipalisme libertaire » de Bookchin, sans se satisfaire de ses approximations sur l'anarcho-syndicalisme, ou le « municipalisme de base » des anarchistes italiens peuvent offrir des perspectives intéressantes. **P.P.**

1. Ce qui ne signifie évidemment pas qu'il n'y ait rien à apprendre des sociétés dites « premières », de la même façon qu'elles peuvent apprendre des « sociétés dites civilisées ». Élisée et Élie Reclus évoquaient déjà cette co-relation il y plus d'un siècle.

2. Soit dans le vocabulaire d'Haeckel : Umgebund (« environnement ») ou umgebende Aussenwelt (« monde extérieur environnant ») et non pas Umwelt (« milieu »). Ce choix sémantique n'est pas neutre. C'est l'une des raisons pour laquelle, avec le social-darwinisme prôné par Haeckel et qu'il récusa, Élisée Reclus n'a jamais adopté « l'écologie », qu'il connaissait, mais la « mésologie » et la « géographie sociale ».

3. Le monisme postule la fusion de l'inerte et du vivant, ce qui revient à désobjectiver l'humain, donc à dénier la liberté et la volonté humaines. Les anthroposophes l'ont bien compris qui s'en sont emparés, non sans incidences politiques vu les accointances de leurs leaders avec le nazisme, lequel prônait « la supériorité des lois de la vie » (et donc des « plus forts »).

4. C'est bien entendu un résumé de « l'écologie urbaine ». Pour un exposé plus précis de la question, cf. L'Imposture écologiste (1993).

5. Leur attaque systématique du « matérialisme », du « prométhéisme » et du « progrès » est redoutable. Sous couvert de dénoncer les abus du consumérisme, elle vise en réalité à remettre en cause la philosophie matérialiste (donc l'anarchisme) et à discréditer l'idée que la société (le socialisme) pourrait améliorer les choses. Rappelons que Prométhée s'est rebellé contre les dieux pour voler le feu, si utile. La métapolitique religieuse est en place.

6. Le respect des intellectuels envers Foucault est tel que, tout en oubliant le soutien que ce philosophe avait apporté au régime des ayatollahs iraniens, ils ont du mal à critiquer sérieusement ce fascinant concept de « biopolitique ». Or de nos jours, tout est « bio », même les mouvements comme Pro-Life, Pro-Vie, etc...

7. C'est le mot « imposer » qui a toute son importance ici. Car « imposer » ou « ne pas imposer » est au fondement de l'anarchisme.

8. Plus exactement, une fraction importante de l'écologisme parle de « révolution intérieure » et nous intime de commencer par là, comme, par exemple, le film En quête de sens. Les anarchistes chevronnés y reconnaîtront sans peine le vieux discours des métaphysiciens et des religieux, qui regagne du terrain puisque les marxistes et les nationalistes ont galvaudé et sali l'idée même de révolution, et que les anarchistes eux-mêmes se sont montrés inconséquents (cf. les mémoires de Juan Garcia Oliver). La pente est difficile à remonter.

Catholicisme zombie ou nationalisme local



Mato-Topé

DANS *LE MYSTÈRE FRANÇAIS* (La République des idées/La Découverte, 2013), Hervé Le Bras et Emmanuel Todd ont proposé le concept de « catholicisme zombie » pour expliquer la persistance d'une forte hétérogénéité entre la France du Nord, du grand bassin parisien et de la façade méditerranéenne qui ont été déchristianisées dès le milieu du XVIII^e siècle et celle de l'Ouest et du sud-est du Massif central, le Pays basque, la région Rhône-Alpes, la Franche-Comté, la Lorraine et l'Alsace qui ont conservé une forte pratique catholique jusqu'au début des trente glorieuses. Aujourd'hui dans ces régions, les églises sont également vides et, en France, les « messalisants » sont une espèce en voie de disparition : seulement

5 % de la population déclare se rendre tous les dimanches à la messe (évidemment cette moyenne cache des disparités régionales). Pour autant, les populations continuent de se comporter différemment selon les régions dans la mesure où le catholicisme aurait imprégné valeurs et conduites. C'est ce phénomène que les deux chercheurs de l'Ined nomment le « catholicisme zombie ».

Avec Jérôme Fourquet de l'Ifop, Hervé Le Bras a publié, en 2014, *La Religion dévoilée : Nouvelle Géographie du catholicisme* (Fondation Jean-Jaurès, Collection Les Essais). Dans cet essai, l'analyse débutée avec Emmanuel Todd est poursuivie et la notion de « catholicisme zombie » est reprise pour expliquer les différences de pratiques électorales :



« Dans les zones où le catholicisme jouait un rôle modeste et où il a moins régressé qu'ailleurs, le développement du Front national a mordu sur l'électorat de gauche. C'est le cas dans le Bassin parisien, le Roussillon et la Provence, où Hollande fait nettement moins bien que Mitterrand. (p. 106) [...] À l'inverse, dans le Grand Ouest, à l'ouest des Pyrénées et dans un large sud-est du Massif central, où le Front national rassemble peu de suffrages et où la pratique religieuse historiquement forte a beaucoup diminué, la gauche gagne beaucoup de terrain. Sa progression est plus faible dans les régions déchristianisées de longue date : une partie de l'Aquitaine, de Poitou-Charentes, de la Région Centre ainsi que le Limousin. » (p. 107)

Ces auteurs pointent une corrélation entre la persistance d'un lointain catholicisme et un vote Front national en retrait. Même si corrélation n'a jamais signifié causalité (glissement que se gardent bien d'opérer les chercheurs de l'Ined), on constate, en effet, une plus grande résistance à la progression du vote FN dans les régions dites du « catholicisme zombie ». Mais on ne saurait en rester là et l'analyse doit être complétée, notamment, en évoquant l'existence de nationalismes concurrents à celui du FN qui proposent des réponses spécifiques et locales à la crise identitaire.

Dans les régions anciennement catholiques, un fort sentiment d'appartenance régionale persiste. Ce sentiment s'est construit contre le centralisme mis en place par la République ; principalement autour

Dans les régions anciennement catholiques, un fort sentiment d'appartenance régionale persiste. Ce sentiment s'est construit contre le centralisme mis en place par la République.

de deux axes : la résistance à la conscription et le refus du serment à la constitution exigé des clercs après l'élaboration par l'Assemblée constituante en 190 de la Constitution civile du clergé. La carte des « Non-jureurs » correspond à celle du « catholicisme zombie ». D'où également la méfiance traditionnelle des Jacobins à l'égard des cultures régionales toujours perçues comme ennemies de la République. Le discours de Sieyès à la Convention de 1791 est bien connu : « La réaction parle allemand, l'obscurantisme parle bas-breton, l'ignorance parle provençal », mais l'abbé ne faisait que constater la réalité du moment.

Comme toute appartenance à une entité collective, le régionalisme peut être très largement imaginaire. Il existe des phénomènes de conversion à la cause bretonne ou basque hors de tout héritage familial : Mutiko a remplacé Txomin à la tête de l'appareil militaire de l'ETA et l'a entraîné vers

un terrorisme encore plus aveugle ; il ne parlait pas basque ! Imaginaire, reconstruit ou hérité, l'enracinement régional permet de se situer dans un monde en perte de repères. Si nous suivons le philosophe Bernard Stiegler lorsqu'il écrit « Les gens qui perdent le sentiment d'exister votent Front national » (entretien avec Nolwenn Le Blevenec, Rue89, 27 juin 2014), cette forme d'enracinement participe certainement du sentiment d'exister. Et peut aller jusqu'à refuser de faire des études supérieures pour ne pas quitter « le pays ». Mardi 30 septembre 2014, Sud-Ouest titrait : « Les Basques boudent l'enseignement supérieur », et poursuivait par : « Les Basques font partie des meilleurs bacheliers français, mais ils sont sous la moyenne nationale lorsqu'il est question de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur. » (p. 11.) Notons que pour des commodités d'expression, tous les bacheliers ayant fréquenté un établissement situé au Pays Basque sont forcément Basques comme tous les rugbymen de l'Usap sont des Catalans ! Les usages des journalistes renforcent ces identités reconstruites. D'où bien sûr la revendication d'une université de plein exercice afin que les bacheliers « basques » n'aient pas à affronter l'éprouvante confrontation avec l'étranger.

Quoi qu'il en soit, le régionalisme revendiqué permettrait de résister aux sirènes du FN. Et cela d'autant qu'il se concrétise par la

constitution d'une offre politique spécifique autour d'un programme nationaliste. En Bretagne comme en Alsace, cette offre a fait long feu. Le FLB n'est plus qu'un lointain souvenir et il y a bien longtemps que Gilles Servat n'appelle plus à «faire la guerre aux Francs». Alsace d'abord ne réussit pas à constituer une alternative politique crédible; dans la mesure où son discours et son programme présentent trop de similitude avec le FN, les électeurs préfèrent l'original à la copie. Dans ces deux régions, on constate une progression du FN qui confirme son ancrage notamment dans les zones rurales. En 2014, 502 communes bretonnes (sur 1270 soit 40 %) ont placé le Front national en tête. Et elles sont 206 où le parti de Marine Le Pen a obtenu plus de 25 %. Le mouvement des Bonnets rouges tente bien de récupérer la colère de cette périphérie contre «le centre arrogant et éloigné des préoccupations régionales», mais à l'instar de Alsace d'abord, son poujadisme aura bien du mal à se démarquer du FN.

En revanche au Pays basque, le nationalisme bénéficie pleinement de la dynamique transfrontalière. De l'autre côté, au sud, (le politiquement correct interdit de nommer l'Espagne), existe un mouvement politique ancien, puissant et enraciné. Le mouvement basque a été lié dès sa conception même au catholicisme le plus conservateur avec ses composantes antilibérales (au sens du XIX^e siècle et du Syllabus de Pie IX) et bien sûr anti-socialistes. Créé en Espagne en 1895, le parti nationaliste basque préfère se dire *abertzale* (patriote) pour se distinguer des nationalistes castillans puis, plus tard, du franquisme. Pour autant, son nom en basque «Euzko Alderdi Jeltzalea» signifie littéralement «parti basque des partisans du JEL» (JEL étant un acronyme de Jaungoikoa Eta Lege zaharrak soit en français: «Dieu et les lois traditionnelles»). Chez Sabino Arana, le fondateur du nationalisme basque, outre le recours à l'ultracatholicisme et à l'affirmation de la spécificité fondatrice de la race basque (en cette fin du XIX^e siècle, la version germanique et raciale de la Nation domine), on trouve des écrits nettement xénophobes contre les *maketos*, ces émigrés de l'intérieur venus du sud de la péninsule pour trouver du travail dans les usines du Pays-Basque. Lire à ce propos les pages éclairantes que César M. Lorenzo consacre à l'enfance de son père à Bilbao au début du XX^e siècle (dans son livre, à bien des titres très instructif, Horacio Prieto, *mon Père*, Editions Libertaires, 2012). Au Pays basque espagnol où on préfère s'inventer une appartenance au monde celte, les Andalous continuent d'être stigmatisés car toujours soupçonnés d'être des Marranes voire pire des Arabes.

Adossée aux Pyrénées, l'offre politique nationaliste du nord, non seulement, conti-

nue d'exister mais progresse. Notamment en raison de la collaboration de presque tous les élus locaux qui cherchent à rallier le vote nationaliste quelle que soit leur affiliation politique: sur les 158 maires du Pays basque, plus de 100 sont favorables à une collectivité territoriale basque et même le FN est favorable à l'enseignement de l'euskara (la langue basque). Cet unanimité politique renforce la légitimité du discours identitaire qui s'exprime principalement à travers la défense de la langue et la revendication d'un département basque: deux lignes de masse que les nationalistes ont mises en place avec succès et qui servent leur stratégie à long terme. Deux lignes entrecroisées dialectiquement: définir un territoire à l'intérieur duquel la langue basque jouirait d'un statut reconnu et privilégié puis doter ce territoire d'institutions particulières qui seraient en capacité de tisser des liens avec la puissante Communauté autonome basque. Dès 1963, la revendication du département basque figurait au programme d'Enbata et de sa charte d'Ixassou qui marque la naissance du nationalisme en France et dans laquelle le peuple basque est défini par la naissance, la terre, la langue et la race (nous ne sommes plus en 1895 mais en 1963 et l'utilisation de artefact «race» ne pose toujours pas problème).

À Biarritz, Max Brisson, adjoint UMP en charge du dossier, est passé en force contre la majorité des parents d'élèves pour imposer le basque à l'école Larocheffoucauld.

Dans les *ikastolas* (écoles privées où l'enseignement est pratiqué en basque) mais aussi dans tous les cours de langue basque (y compris dans le service public), le nationalisme fait partie du programme. Et dans les cours pour adultes, ceux qui refusent d'épouser le discours *abertzale* sont très souvent ostracisés. Même les villes, qui n'ont entretenu avec le basque qu'un très lointain rapport, mettent en place des politiques en faveur de l'euskara dans les écoles primaires parfois contre la demande majoritaire des parents pour l'enseignement précoce de l'anglais ou de l'espagnol... À Biarritz, Max Brisson, adjoint UMP en charge du dossier, est passé en force contre la majorité des parents d'élèves pour imposer le basque à l'école Larocheffoucauld: 8 parents favorables sur 45 dans un premier temps, puis après une session informative de rattrapage sur la réalité de l'enseignement, 2 seulement restent favorables (Cf. Sud-Ouest du 24 mai 2011). Max Brisson n'a pas été élu maire en 2014 mais Biarritz-Magazine (le journal de la mairie) peut titrer: «Enseignement

bilingue: une offre plébiscitée» (avril 2015, n° 248, p. 18). C'est la version biarrrote du référendum sur le traité constitutionnel européen! Comme chaque langue participe à la richesse du patrimoine commun de l'humanité, on ne peut que se réjouir de l'augmentation du nombre de locuteurs de basque. Malheureusement, force est de constater que la contamination nationaliste transforme la langue en marqueur identitaire. La démarche ne consiste pas à aller vers l'autre mais à s'en distinguer pour, finalement, l'exclure: «Si tu ne parles pas basque, tu n'es pas d'ici.» Renforcée par les politiques publiques mises en place pour la séduire, cette offre politique réduit d'autant le champ d'extension du FN et les *abertzales* s'en félicitent: «Ici, le mouvement basque, au sens large (festivals musicaux, la chambre d'Agriculture EHLG, les bars militants, la lutte contre la spéculation foncière ou la mobilisation contre la LGV...) a été capable de capter une jeunesse désireuse d'action et de radicalité.» (Jean-Sébastien Mora, *Enbata*, 30 mars 2015.) Malgré une rhétorique opportunément progressiste (en France, les *abertzales* sont dits de gauche mais n'ont pas hésité en 2014 à faire chuter un adversaire du département basque comme Jean Espilondo, maire PS d'Anglet ou, en se maintenant au second tour, à faire élire à Bayonne un maire de droite héritier du système Grenet), le cœur du mouvement reste le nationalisme le plus traditionnel.

Loin des micros et des caméras, lorsque les militants parlent librement, le discours nationaliste apparaît clairement à travers revendications et prises de position: «la lutte contre la spéculation foncière» se traduit par «l'interdiction de vendre des propriétés à des étrangers», «vivre et travailler au pays» par la «préférence nationale à l'embauche», «la défense de la culture et de l'identité basques» par «ici on n'a rien contre les étrangers dans la mesure où ils nous respectent»... Dans les débats sur la création d'un département, il m'a été opposé la nécessité d'un «département ethnique pour défendre l'identité basque» et, à ma question sur le statut des non-basques dans cette future entité, sans hésitation, la réponse a été: «Celui des Allemands à Tenerife.» Sans évoquer la détestation convenue et affichée du flamenco et/ou de la corrida en tant que signes de l'hispanité.

Pour conclure, je laisserai la parole à Fernando Savater, un Basque philosophe qui a dû vivre sous protection policière suite à une fatwa nationaliste: «La culture de la différence conduit à la barbarie» et «Affirmer que la grande richesse des êtres humains est leur diversité est un mensonge. Leur richesse est dans leur ressemblance.» Une position humaniste déni des replis identitaires qui lui a valu la vindicte nationaliste car intrinsèquement, tout nationalisme est avant tout un antihumanisme, une négation revendiquée et assumée de l'unité du genre humain.

M.-T.

« Bonjour, Monsieur Gauguin! »



Areare no Varua Ino, 1894.

Patricio Salcedo

Groupe Anartiste
de la Fédération anarchiste

EN VOITURE POUR LA SUISSE, pour Bâle exactement, non pas pour planquer des barres d'or fin, mais pour aller admirer ce qui est peut-être la dernière exposition Paul Gauguin à la Fondation Beyeler (Baselstrasse 101, Bâle-Riehen) et qui fermera ses portes le 28 juin 2015. De nos jours, les traders se convertissent en peintre d'art « comptant pour rien » comme l'horrible Jeff Koons (expo à Beaubourg), alors que Gauguin, agent de change riche, lui, laisse à 35 ans sa charge, femmes et enfants, pour se consacrer à la peinture et se lancer à la recherche de paradis, qui sont inévitablement perdus, puisqu'ils n'existent pas, à l'image de ceux des religions monothéistes qui promettent l'eldorado à leurs fidèles s'ils s'agenouillent devant leur dieu.

Gauguin recherchera le secret de la vraie vie et du naturel à l'état brut, en parcourant tour à tour la Bretagne, considérée comme romantique à l'époque, puis à deux reprises la Polynésie, plus précisément à Tahiti de 1891 à 1893 et de 1895 à 1901 dans l'archipel des Marquises, sur l'île d'Hiva Oa. Il fuit l'Europe sans état d'âme, puisqu'il confie à un ami en 1890 : « Une terrible époque se prépare en Europe pour la génération qui vient : le royaume de l'or. Tout est pourri et les hommes et les arts. Il faut se déchirer sans cesse. » Révolutionnaire Gauguin, bien sûr puisqu'il invente un nouveau style, « en volant » au passage les couleurs de Cézanne (dixit par lui-même) et en devenant un symboliste « idéiste » où la représentation traduit en fait un signe d'idée, concept assez mystérieux qui rend le



Parauapi, 1891.

peintre inclassable. En fait, il ne recherche pas une impression esthétique mais une expression nouvelle à l'aide d'un alphabet décoratif simplifié. C'est une révolte par rapport aux styles de l'époque. Il se détachera rapidement de l'impressionnisme. Gauguin est un alchimiste, fondateur de briques, qui crée une rupture radicale, même si les thèmes peints sont classiques (peintures religieuses, portraits, paysages). Sa fuite de l'Europe m'a toujours impressionné. Il avait pressenti l'horreur du monde marchand dans lequel nous vivons actuellement et qui n'est que l'expression oppressive des économies industrielles et financières, requins cannibales qui tuent l'humain. L'écrivain suédois August Strindberg sollicité pour une préface à un catalogue en 1895 le qualifie d'associable (lui-même en était un autre!) et écrit sur Gauguin : « Votre personnalité se complait dans l'antipathie qu'elle suscite, soucieuse de rester intacte. Et avec raison peut-être, car de l'instant où, approuvé et admiré, vous auriez des partisans, on vous rangerait, on vous classerait. » Opération réussie, Gauguin meurt seul, oublié, syphilitique et alcoolique, sans avoir connu le succès survenu 2 ans après sa mort en 1905 (lors de l'exposition organisée par le marchand Vollard), et surtout persuadé que sa démarche d'absolu avait été un échec... Enfant et collectionneur de timbres, lorsque je classai son tableau « Le Cheval blanc » dans la rubrique

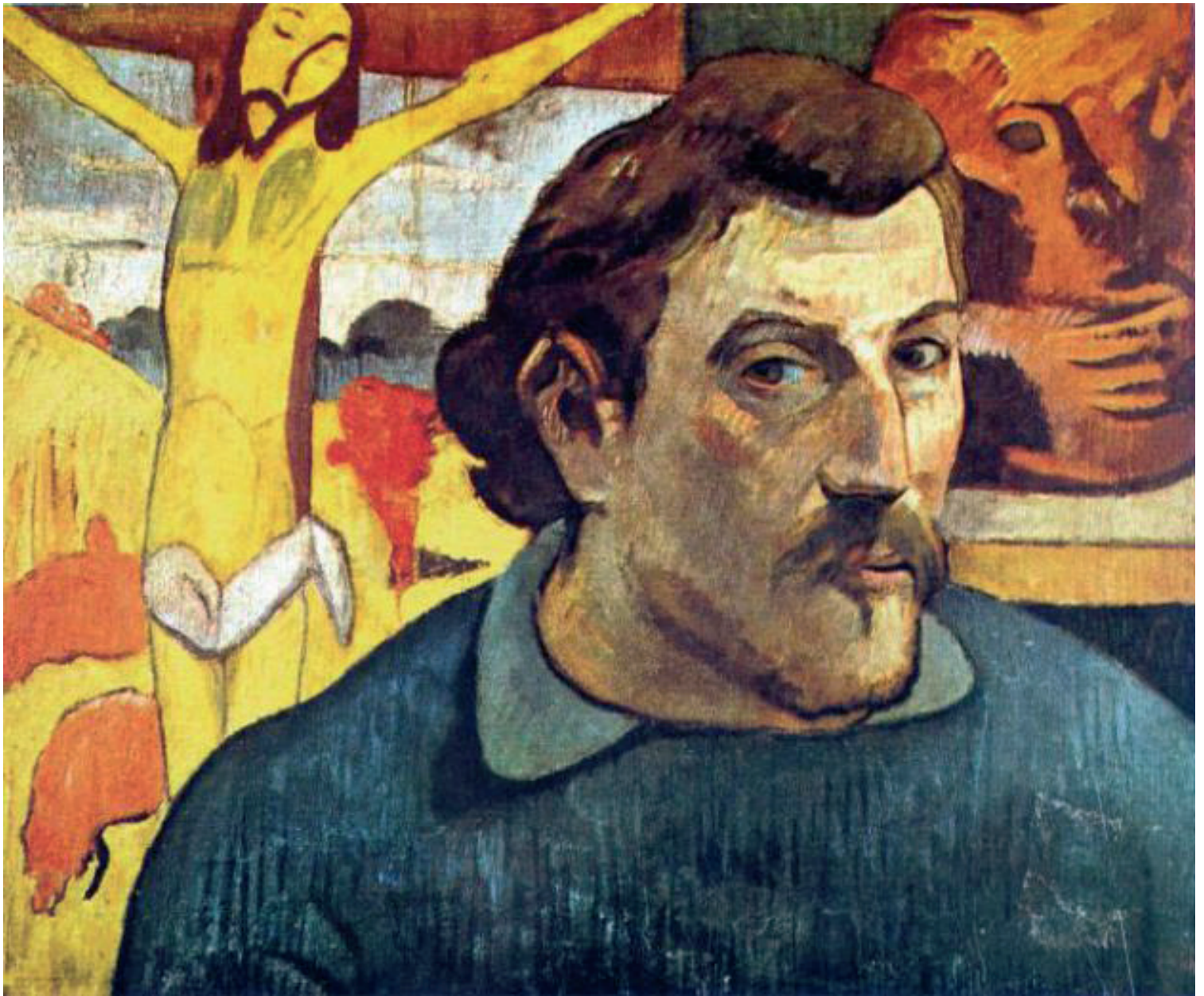
Polynésie française, je m'étais arrêté ému et pétri d'une grande sensation de liberté qui se dégageait de la toile, appelant à la découverte de nouveaux horizons. Quant à ses portraits de tahitiennes énigmatiques regardant au loin avec une expression mélancolique

Gauguin ne recherche pas une impression esthétique mais une expression nouvelle à l'aide d'un alphabet décoratif simplifié.

vide, qualifiées maintenant par des dissertations modernes de « poupées qu'on trousse », j'y voyais pour ma part un remarquable appel au métissage et au respect d'autres cultures, mises sur le même plan que des portraits de femmes européennes. Gauguin fut déçu, dès son arrivée à Tahiti : les missionnaires et les colonialistes avaient tout saccagé, vidant de sa substance la culture maorie, en renversant leurs totems et leurs tabous. L'écrivain Victor Segalen le décrit très bien dans son livre *Les Immémoriaux*. Arrivé trop tard pour rencontrer le peintre qui venait de mourir, il ne put qu'acheter certaines sculptures mises aux enchères, provenant du démantèlement de la case de Gauguin, sa *Maison du Jouis*. Ce dernier était « un mendiant d'azur » tout droit

sorti du poème de son ami Mallarmé, *Le Guignon*.

La Fondation Beyeler propose une exposition chronologique d'une cinquantaine de magnifiques toiles provenant de treize pays (pas de dessins, ni de gravures), réunies après un travail de six ans. Sans oublier des sculptures de facture hautement personnelles, ni complètement polynésiennes, ni européennes. Gauguin découvrira avant beaucoup d'autres artistes, l'art brut de ces cultures lointaines, il influencera le Fauvisme en France et l'Expressionnisme en Allemagne. J'ai dit plus haut que c'était peut-être la dernière exposition Gauguin, pourquoi? Tout simplement parce qu'une œuvre : *Nafea Faaipoipo* (Quand te marieras-tu?), a été achetée par l'émir du Qatar, coup de théâtre pendant l'exposition, pour la modique somme de 300 millions de dollars. Cette toile était prêtée par le collectionneur Rudolf Staechelin, mais comme il l'a dit lui-même : « Un prêt est un prêt et ce n'est finalement qu'un placement stérile, qui ne produit ni dividendes ni intérêts tant qu'il n'est pas revendu. » Tout est dit! Nous rentrons dans le business de l'art marchand et ce prix astronomique fera augmenter considérablement le coût des assurances pour les tableaux, rendant presque impossible la concentration de toiles pour une exposition publique. Comment ne pas penser à Van Gogh l'ami de Gauguin, qui ne vendit qu'une toile durant sa vie! Les



Autoportrait au Christ jaune, 1890-1891.

deux compères moururent pauvres et maintenant leurs toiles atteignent des prix fara- mineux, pour terminer parfois dans un coffre-fort pour le hollandais et peut-être dans un harem pour Gauguin ! Gauguin a voulu révéler par son synthétisme des véri- tés profondes au-delà du visible, et pour cela il voulut se ressourcer, se revivifier au contact des «sauvages, des primitifs». Des êtres humains vrais. Ne disait-il pas : «J'emporte mes couleurs et mes pinceaux et je me retremperai loin de tous les hommes» ? Lui-même avec sa tête d'inca (il avait des origines péruviennes), inspiré par le panthéisme païen des sculp- tures délaissées dans la jungle, ne figure-t-il pas l'image d'un barbare sous les tropiques ? En 1897 il tente de mettre fin à ses jours en prenant de l'arsenic. Avant d'en terminer avec la vie, il peint une toile sublime et monumentale : «D'où venons-nous ? Que sommes-nous ? Où allons-nous ?» C'est finalement un tableau où la vie déborde avec puissance, une arcadie, une harmonie et peut-être son testament pictural. Gauguin épuisé et ravagé par l'alcool, ressemble à un vieux faune soli-

taire et décrépi, il réussit pourtant à peindre des chefs d'œuvres comme *Contes barbares*, composition énigmatique qui semble invo- quer la mort qui rôde, mais aussi *Cavaliers sur la plage* qui font s'opposer la vie toujours vivace avec des êtres démoniaques figurant des revenants.

À la fin de sa vie, il prend la défense du peuple maori. Héritier d'une famille de journalistes polémistes (sa grand-mère Flora Tristan était une redoutable lutteuse féministe) Gauguin collabore à une feuille frondeuse *Les Guêpes*, puis crée son propre journal satirique *Le Sourire*, dont il est l'unique rédacteur-illustrateur.

Il est en butte à l'administration colo- niale et à l'Eglise. Il est condamné «pour offense au gouverneur» à une amende et à une peine de prison. Il se sauve en mourant à 54 ans le 8 mai 1903 et est enterré dans le petit cimetière de l'île, à ses côtés plus tard, vien- dra le rejoindre un autre cueilleur d'étoiles, Jacques Brel. Gauguin a voulu finalement peindre l'utopie, il ne pouvait donc que se casser les dents sur la formidable réalité de

la fausse vie. Il réussira à créer dans ses toiles l'enchantement du désir et de l'érotisme, baignant dans une atmosphère mystérieuse et poétique.

P. S.



Pourquoi conjuguer le passé au présent ?

Le syndicalisme révolutionnaire réactualisé

LE PREMIER VOLUME de la «Bibliothèque syndicale», collection créée par le Groupe anarchiste Salvador-Seguí (FA), est un petit ouvrage au format poche. Il donne à lire deux textes forts, écrits par deux personnalités du syndicalisme français. On aurait tort de considérer ces textes comme des témoignages surannés d'un passé révolu.

Le premier – *L'ABC syndicaliste* –, écrit par Georges Yvetot en 1906, souffrait de ne pas être réédité depuis longtemps. Ce militant, figure de la CGT et du syndicalisme révolutionnaire, explique là, étape par étape, de façon pédagogique et pratique, pourquoi et comment les travailleurs doivent et peuvent s'organiser à travers des syndicats. Yvetot détaille en quoi le travailleur isolé est une proie facile, que les patrons, eux, s'organisent sans états d'âme. La construction syndicale est mise en œuvre à partir de personnes qui se regroupent pour partager d'abord des préoccupations communes liées à leur sort dans le même métier. L'auteur n'hésite pas à avancer les carences ou les limites de l'organisation syndicale pour mieux prendre en compte les réserves que l'on peut avoir à s'y associer. Pour finir, il aborde les outils de la contestation sociale que sont les protestations de rue, les grèves, les pratiques d'action directe comme le boycottage, le sabotage...

Les plus cultivés d'entre nous ne doivent pas voir dans ce texte qu'une contribution historique dans un contexte où la CGT était révolutionnaire. Car ce texte dit aussi des choses qui nous parlent de 2015. Par exemple, Yvetot développe là des trésors de didactisme à nous expliquer l'intérêt de s'organiser. En son époque, il cherchait lui aussi à convaincre des masses de travailleurs à développer les alliances entre ouvriers pour mieux résister à l'exploitation. Oui, en 1906, le syndicalisme était confronté, comme nous en 2015, à une situation difficile et donc à la nécessité de s'organiser plus pour mieux faire face. Or, en ces temps, le prolétariat n'était pas toujours convaincu de tout cela ! Le syndicalisme en crise de nos jours a lui aussi à se confronter aux refus et aux oppositions des salariés, aux justifications (la peur, la répression, la bureaucratisation et la récupération des luttes...) pour rejeter l'outil

syndical. Nous avons donc des enseignements à tirer des méthodes comme celles d'Yvetot qui purent convaincre nombre de leurs camarades d'infortune de s'unir et de lutter ensemble pour la dignité et la révolution sociale.

Le second texte de l'ouvrage est un classique pour bien des syndicalistes partisans de la révolution et de l'action directe. Connu bien au-delà de nos milieux depuis qu'il est paru, *Le Sabotage* d'Émile Pouget, publié en 1911, est à la fois un ouvrage historique, syndical, et pratique. Il établit les antériorités des pratiques de sabotage élaborées dans le monde du travail en réponse à des situations intolérables pour les producteurs. Il constitue un socle sur lequel on peut établir que le sabotage, depuis l'obstructionnisme (aujourd'hui on dirait «la grève du zèle») jusqu'à la destruction de marchandises rendues indignes d'être vendues par la rapacité des commerçants ou fabricants qui trichent avec les normes ou la qualité, est une pratique syndicale courante et qui peut fort bien s'adapter à notre ère. D'ailleurs elle l'est, au gré des luttes contre un capitalisme mondialisé comme jamais et est une corde de plus à l'arc des pratiques de désobéissance civile.

On peut transposer cette épopée du syndicalisme à notre époque, et même, on le doit. Pouget explique dans son texte que la pratique du sabotage fut utilisée par des travailleurs qui étaient d'époques, de professions et de lieux très différents. Et que ces différents apports théoriques et pratiques, ainsi sédimentés, enrichissent les modalités de luttes d'action directe d'ici et d'ailleurs. Un usage en faveur de la globalisation des luttes, d'un partage des savoirs, de communications transversales... qui inspira le mouvement alter et antiglobalisation dans les années 1990. Pouget décrit comment l'internationalisme joua un rôle essentiel à une époque où les communications avaient des limites sérieuses. Nos aînés eux aussi étaient à l'écoute du monde des résistances et se réapproprièrent les adaptations, les expérimentations, avec les échecs et les réussites... de leurs frères de malheur.

Pouget relève aussi les efforts importants qui furent accomplis, contre vents et marées,

y compris au sein de la CGT, pour d'abord faire adopter cette tactique de l'action directe, puis pour la faire maintenir dans la culture syndicale contre les modérés. Cela nous rappelle très opportunément que sans efforts pour convaincre, hier comme aujourd'hui, ce que nous préconisons a peu de chances d'être entendu. Les victoires passées ont dû compter d'abord sur des gens de convictions, associés entre eux, et bénéficiant d'un rayonnement dans leurs organisations respectives.

En conclusion, cet ouvrage n'est pas seulement un salutaire rappel de textes classiques du syndicalisme révolutionnaire. Il est aussi une puissante source d'inspiration pour nous, aujourd'hui. Il nous permet de mettre en perspective les méthodes d'hier et les conditions de leurs mises en œuvre. Et donc de sortir de nos lamentations sur le manque de perspectives aujourd'hui au prétexte qu'«avant, c'était plus facile». Plus facile ? Relisez Yvetot et Pouget !

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse
 de la Fédération anarchiste



Georges Yvetot et Émile Pouget, *L'ABC syndicaliste* suivi de *Le Sabotage*, Éditions du Groupe anarchiste Salvador-Seguí, 2015, 5 euros.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 21 mai

19:30>20:30 **Askatasunak !** Libertés ! Actualité politique en Euskal Herria (Pays Basque) dans le conflit qui oppose toujours un peuple à deux Etats.

Vendredi 22 mai

14:30>16:00 **Les oreilles libres** Musiques singulières et expressions curieuses NI, groupe de rock progressif énergique et non dénué d'humour, vient nous présenter son dernier album intitulé « Les insurgés de Romilly ». Rencontre en deux temps avec Nicolas le batteur, puis le reste du groupe lors du concert parisien de leur tournée le 16 mai au Picolo à Saint-Ouen.

Lundi 25 mai

16:00>18:00 **Trous Noirs** Anarchie et anarchistes Ainsi que régulièrement annoncé sur les ondes, Radio Libertaire est la radio de la Fédération Anarchiste. Celle-ci tient son congrès annuel en ce week-end prolongé et, l'équipe de Trous Noirs y participant, l'émission ne sera pas assurée ce lundi.

Mercredi 27 mai

18:30>20:30 **Femmes libres** femmes qui luttent, femmes qui témoignent La Marche mondiale des femmes prépare l'agora féministe qui aura lieu à Nantes les 6 et 7 juin et l'accueil de la caravane uropéenne du 18 au 23 juin en Ile de France.

Le théâtre la Balancelle présente

THÉÂTRE POUR LOUIS LECOIN

précédé de
QUELQUES PAS AVEC ARMAND ROBIN



DIMANCHE 24 MAI 2015 À 21 H00

**FOYER RURAL
POPULAIRE**

*Texte et travail avec les acteurs Monique Saed-Tupin
avec Audrey Jouanol, Nicolas Mouret, Nicolas Seo
Mise en scène par Emilie Pir
avec la collaboration
de Chant Des Pivoules.*

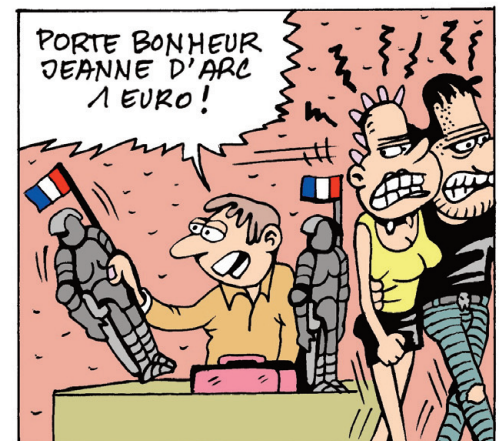
MERLIEUX

PRIX LIBRE

RENSEIGNEMENTS : GROUPE ESCOPOTONS : 05 23 80 17 09 [HTTP://WWW.ESCOPOTONS.COM](http://www.escopotons.com)

Théâtre la Balancelle - Monique Saed-Tupin - 01 45 26 50 89 - 10, rue Laferrière 75009 Paris - labalancelle@free.fr

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 22 mai

Merlieux (02)

De 18h30 à 21 heures, la Bibliothèque Sociale reçoit Guillaume et Denis, deux paysans anars bretons.

Entre agriculture industrielle et paysannerie autonome, il faudra choisir, tellement ces deux agricultures sont incompatibles

Table de presse. Apéro dinatoire. Plus d'infos sur : <http://kropotkine.cybertaria.org>

Entrée libre et gratuite. Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Entrée libre et à prix libre. Foyer Rural Populaire, 13, rue des Victimes de Comportet.

Paris XIème

19 H 30. Elections: abstention révolutionnaire! Discussion autour du livre d'Octave Mirbeau: "La Grève des électeurs"

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 23 mai

Merlieux (02)

21 heures. Pour accompagner le 73e congrès de la Fédération Anarchiste, les anars vous proposent : "L'évangile selon Paulo" avec et mise en scène de : Ségolène Point et François Le Roux. La rencontre insolite entre Paulo, le matérialiste tranquille et Bérengère, la dévote allumée, va donner lieu à un échange verbal haut en couleur et à des situations cocasses. Table de presse. Apéro dinatoire. Plus d'infos sur : <http://kropotkine.cybertaria.org>

Entrée libre et à prix libre Foyer Rural Populaire, 13, rue des Victimes de Comportet.

Dimanche 24 mai

Merlieux (02)

21 heures. Pour accompagner le 73e congrès de la Fédération Anarchiste, les anars vous proposent :

"Théâtre pour Louis Lecoin" précédé de "Quelques pas avec Armand Robin" par le Théâtre de la Balancelle.

La pièce retrace les combats incessants et courageux de Louis Lecoin pour la paix, la reconnaissance de l'objection de conscience, la défense de Sacco et Vanzetti, l'aide aux républicains espagnols, la solidarité avec Makhno. Elle évoque toute une époque de l'histoire de l'anarchie, avec les chansons qui ont accompagné les grands moments de lutte.

Table de presse. Apéro dinatoire. Plus d'infos sur : <http://kropotkine.cybertaria.org>

Mercredi 27 mai

Rennes

20h00 Réunion publique organisée par le groupe « La Sociale » de la Fédération Anarchiste Contre l'aggravation des inégalités, les atteintes aux libertés, la dégradation de l'environnement, Une autre société est possible ! Maison Internationale de Rennes 7, Quai Châteaubriand, M° République

Vendredi 29 mai

Paris XIème

19 heures 30. Soirée vidéo. Blues en liberté (une émission de Radio libertaire) et le bégayeur fou présenteront à la librairie du Monde libertaire un film sur Robert Johnson. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Mercredi 3 juin

Paris XIème

19h30. Projection du film documentaire "Gens de Gaza" construit autour de témoignages des habitants et des habitantes de Gaza, toutes générations confondues. Le film décrit leur quotidien sous l'occupation et le blocus, leur résistance et le combat pour leurs droits et leur dignité. En présence de Ayman T. Qwaider et du collectif de production Foumonde. librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. entrée libre.

Vendredi 5 juin

Besançon (25)

Vidéo buvette, à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz. à 20h 30, projection du film "La stratégie du choc" adapté du livre de Naomi Klein organisée par Les Amis de L'Autodidacte.

Paris XIème

19 heures. Conférence-débat. La révolution comme fin en soi : la communauté anarchiste selon Gustav Landauer (1870-1919). Par Erwan du groupe libertaire Louise Michel. A lire sur le site du monde libertaire : <http://www.monde-libertaire.fr/passe-et-present-de-lanarchisme/17625-la-revolution-comme-fin-en-soi-la-communaute-anarchiste-selon-gustav-landauer> Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 6 juin

Paris XIème

17 heures 30. Rencontre autour de concert acoustiques avec l'association Mots et Musiques. Frédérique chante Gaston Couté et Pierre Mac Orlan. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.



Clément
MERIC

— 05.06.13

Assassiné
par des
fascistes!



Contre tous les racismes et le fascisme :
Égalité et justice sociale totale!

MANIFESTATION
— **SAMEDI 6 JUIN 2015**
15H // PLACE PASTEUR

À BESANÇON !

